

Emilie Aussems

Passé, histoire, mémoire...

Emilie Aussems

Passé, histoire, mémoire...

Quand la politique s'en mêle



Commission
Justice et Paix
Belgique francophone



Couleur livres

*La publication de cet ouvrage a été encouragée par une subvention
accordée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

Editions Couleur livres asbl

4, rue André Masquelier – 7000 Mons

Tél. 00 32 65 82 39 44 – Courriel : edition@couleurlivres.be

ISBN : 978-2-87003-672-3

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

© 2014, Couleur livres asbl, Bruxelles.

D/2014/0029/32

www.couleurlivres.be

Remerciements

Mon plus grand merci va à Valérie Rosoux, une chercheuse et une personne que j'admire. Valérie, merci pour ta grande disponibilité, ton écoute attentive et tes conseils éclairés qui s'étendent bien au-delà de la rédaction de cet ouvrage.

Je tiens également à remercier Axelle Fisher et Laure Malchair de la Commission Justice et Paix Belgique francophone sans qui ce livre n'aurait pas vu le jour. Axelle et Laure, merci pour votre collaboration enrichissante et votre regard citoyen et associatif.

Je n'oublie pas non plus Alain Aussems et Dominique Hubert qui m'ont aidée à peaufiner mon texte et mes idées. Alain et Dominique, merci de m'avoir accordé votre temps et prêté vos qualités de relecteurs.

Entre se souvenir et oublier, quelle juste mémoire pour un vivre-ensemble harmonieux ?

En cette année 2014, nous commémorons entre autres le début de la guerre 1914-1918. Mais on se souvient également du génocide au Rwanda qui a eu lieu il y a vingt ans.

Colonisations, guerres civiles, génocides et nettoyages ethniques, terrorisme, grandes guerres internationales... Les blessures qui semblent passées car d'hier sont souvent présentes dans nos esprits. Heureusement, car cela nous permet de ne pas reproduire des erreurs du passé ? Malheureusement, car source potentielle de nouveaux conflits ?

La question de la mémoire et le traitement de l'histoire sont des phénomènes complexes. Ils traversent la vie de chaque individu et sont inhérents à l'évolution des sociétés. A ce titre, ils font l'objet de choix tant politiques que médiatiques auxquels le citoyen est quotidiennement confronté. Au-delà des questions d'ordre individuel (Comment chacun gère-t-il son passé ? Quels événements gardera-t-il en mémoire et de quelle manière ? Comment dépasse-t-il, le cas échéant, ses sentiments de haine, de peur et de frustration ?), la question de la mémoire touche en effet au collectif : Comment des Etats choisissent-ils de parler du passé, pourquoi le font-ils de cette façon ? Les défis individuels se doublent d'enjeux de société.

En quoi cela peut-il concerner le citoyen belge, européen, aujourd'hui ?

Cette question nous concerne, citoyens vivant en Belgique comme ailleurs, car elle touche au cœur même du vivre-ensemble. La vie, non pas à côté, mais avec l'Autre. Dans nos sociétés multiculturelles, où se cotoient des citoyens aux références historiques et culturelles aussi

riches que diversifiées, où les quotidiens sont marqués par des récits de vie mêlant l'ici et l'ailleurs et où l'on pense encore bien souvent de profondes blessures de l'histoire, la question du traitement mémoriel est cruciale car elle relève directement de la reconnaissance de son/ses identités. Elle est, par là-même également, éminemment complexe et difficile puisque certaines mémoires peuvent se révéler contradictoires, voire incompatibles. Comment parvenir au respect de l'autre sans nier son propre vécu ou celui de son groupe ?

Les messages qui évoquent l'histoire touchant parfois à nos émotions, il peut être difficile de faire la part des choses. Au lendemain d'un massacre, au cœur d'une guerre, les morts et les injustices nous touchent au plus profond de notre être. À côté de cela, la peur de l'Autre, de la différence, laisse s'immiscer certains discours manipulateurs, extrémistes et excluants. Car, quand les politiques en appellent à l'histoire, celle-ci n'est pas dénuée de sens ou d'intention. Une question peut être posée : est-ce dans un objectif de paix et de vivre-ensemble que ce message nous est adressé ?

On le voit, l'enjeu est de taille... C'est précisément pour l'aborder que ce livre a été écrit : pour clarifier, démystifier, donner des clés de lecture pour décoder certaines attitudes et certains discours. Face à l'extrême complexité de la question mémorielle, il est nécessaire que, au travers et au-delà des moments de commémoration, nous puissions comprendre l'ampleur de ce qui se joue pour les individus comme pour la société dans son ensemble.

Ces quelques lignes sont également l'occasion de remercier Valérie Rosoux de l'UCL avec qui nous collaborons depuis de longues années et grâce à qui nous avons pu coopérer avec Emilie Aussems. Si ce texte n'a pas de vocation académique, il n'en est pas moins le fruit d'une concertation régulière et réussie entre la recherche théorique du pôle universitaire et la vision de terrain du secteur associatif. Merci à Emilie de nous avoir accompagnés au cours de cette démarche.

*Axelle Fischer,
Secrétaire générale de la Commission Justice et Paix Belgique francophone.*

Introduction

Les références au passé sont partout. Dans les journaux, à la télévision, au cinéma, ou encore dans les discours de nos représentants politiques. Elles envahissent la sphère publique et s'insinuent dans la sphère privée. Les exemples sont si nombreux qu'il est difficile de choisir ceux qui seront les plus représentatifs de cette tendance. "Le devoir de mémoire est en marche sur Srebrenica"¹, "Un travail de mémoire sur le thème de la Grande Guerre"², "20 ans après le génocide des Tutsis : Le devoir de mémoire, de justice et d'aide aux victimes doit être soutenu et amplifié"³, "La mémoire multiple du génocide à travers trois témoignages"⁴, etc. Il suffit de taper "mémoire" dans les moteurs de recherche des sites Internet des différents journaux, partis politiques, ou institutions pour découvrir une panoplie d'articles, de discours et de communiqués de presse qui confirment ce constat. "Vague mémorielle", "obsession mémorielle", "boulimie commémorative" ou encore "surconsommation d'histoire", disent les analystes. Depuis la fin des années 1970, jamais l'histoire et la mémoire n'ont été aussi présentes dans les sociétés contemporaines.

-
- 1 "Le devoir de mémoire est en marche sur Srebrenica", *Le Soir*, 9 juillet 1995, disponible sur www.lesoir.be/. En juillet 1995, durant la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) qui oppose les trois communautés ethniques de Bosnie (Serbes, Croates, Bosniaques), environ 8.000 hommes et adolescents bosniaques ont été massacrés par des unités de l'Armée de la République serbe de Bosnie dans la région de Srebrenica. Ce crime a été qualifié de génocide par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie.
 - 2 "Un travail de mémoire sur le thème de la Grande Guerre", *La Libre Belgique*, 8 avril 2014, disponible sur www.lalibre.be/. Le terme Grande Guerre désigne la Première Guerre mondiale (1914-1918).
 - 3 SNOY Thérèse, HELTINGS Benoît, TRACHTE Barbara, "20 ans après le génocide des Tutsis : Le devoir de mémoire, de justice et d'aide aux victimes doit être soutenu et amplifié", 7 avril 2014, disponible sur www.ecolo.be/. Au cours de la guerre civile au Rwanda (avril-juillet 1994) qui oppose la majorité Hutu et la minorité Tutsi, environ 800.000 Rwandais, essentiellement Tutsis, sont massacrés dans ce qui a été qualifié de génocide par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda.
 - 4 "La mémoire multiple du génocide à travers trois témoignages", *Radio Télévision Belge Francophone*, 7 avril 2014, disponible sur www.rtf.be/.

Tout le monde en parle, mais à quoi renvoie exactement la notion de mémoire ? Quel est son sens exact ?

Banalisation au travers des usages qui en sont fait, la mémoire n'en est pas moins un phénomène complexe et polysémique. Constitutive des identités, elle est tout à la fois individuelle et collective, plurielle et intime, consciente et inconsciente, subjective, évolutive et potentiellement conflictuelle. Il importe donc de s'y intéresser de plus près si on veut éviter de tomber dans les travers d'une simplification hâtive. Mieux discerner les mécanismes de la mémoire – ses pièges, mais aussi ses ressources – aide notamment à comprendre pourquoi le passé fait couler tant d'encre aujourd'hui. Pourquoi les références à l'histoire se multiplient-elles dans la sphère publique ? Pourquoi, mais aussi comment, les acteurs politiques ont-ils recours au passé ?

En effet, dans leurs communications, les politiques en appellent très souvent au passé. Surfant sur la vague mémorielle, ils se plient aux règles du jeu et s'en servent à leurs fins. Les leaders d'extrême droite particulièrement, qu'ils soient populistes ou nationalistes, en jouent habilement. Territoires d'origine, lieux sacrés, ancêtres héroïques, injustices infligées, haines ancestrales, etc. Le passé est un puits sans fond dans lequel les orateurs viennent puiser un puissant capital de légitimation et de mobilisation populaires pour convaincre leur audience, justifier leurs préférences ou transmettre leurs valeurs. Au travers des choix de préservation du patrimoine, d'édification de mémoriaux, de construction de musées, d'organisation de commémorations ou de participation à d'autres cérémonies d'hommages, les représentants du peuple mènent de véritables politiques mémorielles qui contribuent à diffuser au sein de la population une certaine version de l'histoire, la leur.

Car des versions que l'on retient et transmettent de l'histoire, il n'y en a pas qu'une, loin s'en faut. Il n'existe pas une mémoire, mais des mémoires, certaines plus "fortes" que d'autres. Ces mémoires qui se côtoient, se rencontrent, s'influencent mutuellement, parfois s'entrechoquent, voire se déchirent. On parle alors de conflits de mémoires. De tous les épisodes de l'histoire, ceux qui ont été traumatiques revêtent

certainement le potentiel conflictuel le plus élevé. Or, ces conflits en puissance ne manquent pas, tant, depuis la genèse de l'humanité, il n'a jamais existé de période de l'histoire sans heures sombres. Il ne faut pas remonter loin dans le temps pour s'en convaincre. L'époque contemporaine à elle seule recèle son lot de passés douloureux. De l'esclavage à la colonisation, des grandes guerres internationales aux sanglants affrontements civils, des génocides aux nettoyages ethniques, en passant par les attaques terroristes, les exemples sont nombreux. Bien que certains de ces événements appartiennent à un passé révolu, leur souvenir reste pourtant pleinement présent. A nouveau, un rapide coup d'œil aux titres de l'actualité devrait suffire à nous en persuader : "Génocide arménien : la Turquie présente ses condoléances aux descendants des victimes"¹, "Toute la France célèbre le 10 mai. Toute, sauf une commune"², "1815 : les Anglais seront prêts, eux"³, "La Chine 25 ans après Tiananmen, amie ou ennemie ?"⁴, ou encore "Obama, Hollande et Poutine réunis sur les plages du débarquement du 6 juin 1944"⁵.

-
- 1 "Génocide arménien : la Turquie présente ses condoléances aux descendants des victimes", *Le Monde*, 23 avril 2014, disponible sur www.lemonde.fr/. Au cours de la Première Guerre mondiale, de 1915 à 1916, environ 1.200.000 Arméniens vivant sur le territoire de l'actuelle Turquie sont massacrés sous l'injonction du parti nationaliste Jeunes-Turcs au pouvoir dans l'Empire Ottoman. De nombreux Etats qualifient ce crime de génocide, tandis que d'autres refusent de considérer les massacres arméniens comme tels.
 - 2 "Toute la France célèbre le 10 mai. Toute, sauf une commune", *La Libre Belgique*, 10 mai 2014, disponible sur www.lalibre.be/. Le 10 mai est la Journée commémorative de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine.
 - 3 "1815 : les Anglais seront prêts, eux", *La Libre Belgique*, 13 mai 2014, disponible sur www.lalibre.be/. Le 18 juin 1815 s'est déroulée la célèbre bataille de Waterloo qui met définitivement fin à l'Empire napoléonien.
 - 4 "La Chine 25 ans après Tiananmen, amie ou ennemie ?", *Radio Télévision Belge Francophone*, 5 juin 2014, disponible sur www.rtbf.be/. Entre le 15 avril et le 4 juin 1989, des manifestations se déroulent sur la place Tiananmen à Pékin pour demander des réformes politiques et démocratiques. Le 4 juin, le régime chinois réprime violemment ces manifestations dans ce que certains appellent le massacre de la place Tiananmen.
 - 5 "Obama, Hollande et Poutine réunis sur les plages du débarquement du 6 juin 1944", *Le Point*, 6 juin 2014, disponible sur www.lepoint.fr/. Le 6 juin 1944, aussi appelé le Jour J, est la date à laquelle a débuté le débarquement allié en Normandie lors de la Seconde Guerre mondiale (1940-1945).

Selon le discours ambiant, de ces déchirures d'antan, la société actuelle doit se souvenir. Ne pas oublier, faire éclater la vérité, rendre justice sont des mots qui reviennent sans cesse. Le devoir de mémoire devient une obligation morale. D'anniversaires en commémorations, chaque Nation célèbre les faits qui l'ont le plus profondément marquée et dont elle considère qu'ils ont ainsi façonné sa propre histoire. En Belgique, par exemple, des cérémonies sont organisées tous les ans le 11 novembre pour célébrer l'armistice de la Première Guerre mondiale. Les Belges ne peuvent pas non plus rester indifférents lorsque des événements commémoratifs, comme l'indépendance du Congo belge ou le tragique anniversaire du génocide au Rwanda, touchent aux relations que leur pays entretient avec ses anciens protectorat et colonie. A une plus grande échelle, les souvenirs de certains événements qui ont marqué la planète dans son ensemble sont célébrés mondialement, comme l'Holocauste ou l'esclavage qui possèdent leur journée de commémoration internationale¹.

Devenue un devoir, la remémoration des événements douloureux d'hier s'avère pourtant dans bien des cas une entreprise risquée, tant les évocations de la mémoire sont des sujets délicats. Les mots – ou l'absence de mots – sont lourds de sens et leurs conséquences parfois pesantes dans les relations entre les groupes porteurs de mémoires divergentes. Dès lors, comment lire entre les lignes et interpréter les signaux envoyés par les recours à l'histoire ? Comment comprendre les différentes attitudes que peuvent adopter les politiques à l'égard du passé ? Et, finalement, quelles sont les conséquences de ces choix mémoriels en termes de vivre-ensemble ? Telles sont les questions qui nous accompagneront tout au long de notre réflexion.

1 La Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité est célébrée le 27 janvier de chaque année. La Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves est célébrée le 25 mars de chaque année.

CHAPITRE 1 :

Pourquoi le passé est-il un sujet politiquement sensible ?

Les identités en débat

Le passé est très souvent invoqué par les décideurs politiques, que ce soit dans leurs discours, leurs communiqués de presse ou toutes autres communications officielles. Un exemple qui nous est proche, tant dans le temps que dans l'espace, concerne l'évocation de la Grande Guerre par les autorités flamandes à la veille des commémorations de son centenaire. Selon le journal *Le Monde* : "La Flandre est aujourd'hui accusée de se servir de l'évocation du conflit pour renforcer l'affirmation de son identité et promouvoir son image à l'étranger. Elle gommerait complètement le cadre national belge et la référence à l'histoire du pays"¹. Comme analysé par l'historien Bruno De Wever dans le même article : "Ce genre de jubilés sert toujours des objectifs qui en disent plus long sur le présent que sur le passé"².

Cette illustration des recours politiques au passé n'en est qu'une parmi de très nombreuses autres. Que ce soit dans les Etats ou dans des instances politiques internationales telles que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ou le Parlement européen, les événements d'hier et leurs différentes interprétations font très souvent l'objet de débats animés. Mais, pourquoi l'histoire est-elle un sujet politiquement sensible ?

L'une des explications réside certainement dans l'exemple qui vient d'être exposé : les identités se façonnent en référence au passé. Tout individu, tout groupe se définit à travers des événements qu'il a

1 "La couleur très politique des commémorations belges", *Le Monde*, 13 mars 2014, disponible sur www.lemonde.fr/.

2 *Ibidem*.

vécus, de son histoire. “Etre membre d’une communauté humaine, nous dit Eric Hobsbawm, consiste à se situer par rapport à son histoire (la sienne et celle du groupe) même si c’est pour la rejeter”¹. Les identités sont à la base de la définition de tout individu et de tout groupe. Elles sont par conséquent très chargées émotionnellement. Tout ce qui aborde de près ou de loin la question des identités est intrinsèquement un sujet délicat, voire explosif, car il touche à l’une des cordes les plus sensibles de l’être humain.

Contrairement à ce que l’on pourrait croire, les identités ne sont pas immuables et rigides. Ce sont des constructions sociales qui s’élaborent, se remanient et s’actualisent sans cesse et dont l’importance varie en fonction des contextes. Tout comme le passé sur lequel elles se fondent, les identités sont changeantes et fluides.

Comment le passé peut-il être changeant ? Pour bien comprendre cette idée, il convient d’introduire ici une distinction fondamentale entre les notions d’histoire² et de mémoire. Le passé est sans aucun conteste la préoccupation que partagent l’histoire et la mémoire. Ce point d’ancrage commun rend la frontière entre ces deux approches difficile à tracer tant il est vrai que la mémoire se nourrit d’histoire et l’histoire de mémoire. Cependant, ces démarches se distinguent radicalement quant à la manière d’aborder le passé. L’histoire, en tant que science humaine, tente d’établir la vérité historique objective grâce à une méthode rigoureuse et critique. “Quels sont les événements qui se sont réellement déroulés ?”, est la question qui sous-tend la démarche de l’historien. A l’inverse, “la mémoire est une forme de rapport au passé dont la cause finale n’est pas la connaissance, la réalité et l’intelligibilité du passé mais la vérité du présent, la construction ou le renforcement d’une identité partagée”³.

1 HOBSBAWM Eric, *On history*, New-York : New Press, 1997, p. 10.

2 Tout au long de notre réflexion, il convient d’être attentif à l’utilisation qui est faite du terme histoire. Tantôt il s’utilise en tant que synonyme de passé et de mémoire (ex : les recours politiques à l’histoire), tantôt il fait référence à la discipline scientifique historique, bien distincte de la mémoire.

3 LAVABRE Marie-Claire, “Usages du passé, usages de la mémoire”, *Revue française de science politique*, n° 3, Vol. 44, 1994, p. 487.

La mémoire est ainsi pleinement subjective. Ce ne sont plus les faits objectifs qui sont appréhendés, mais les représentations du passé, c'est-à-dire la manière dont ils ont été vécus et perçus par l'individu. La quête n'est plus la recherche de la vérité, mais de la vérité présente, voire des vérités présentes.

Certains trouveront à y redire : "Ce qui est fait, est fait". Et ils auront raison, les événements tels qu'ils se sont déroulés ne peuvent être modifiés. Mais la mémoire humaine, à l'inverse de la mémoire informatique, ne peut conserver l'ensemble des événements vécus de façon inaltérée et les restituer de manière neutre et objective. L'Homme n'est pas un ordinateur, et leurs mémoires diffèrent sur deux points essentiels. Premièrement, il est impossible à un être humain de tout retenir. Les faits les plus marquants, qu'ils soient heureux ou malheureux, sont ceux qui sont retenus en premier lieu. L'Homme a également des trous de mémoire, voire des amnésies. Certains événements peuvent être tellement traumatisants qu'ils sont refoulés et oubliés. Deuxièmement, l'Homme interprète les événements qu'il vit au travers du prisme de sa subjectivité et les images qu'il construit de son passé évoluent au fil du temps. Son histoire, sa culture, ses sensibilités, ou encore son éducation lui fournissent une grille de lecture qui l'aide à comprendre ce qu'il vit. Les expériences vécues ultérieurement, mais aussi les intérêts présents, viendront modifier cette grille de lecture et, par conséquent, l'interprétation qu'il donne *a posteriori* aux événements passés. De même, l'Homme ne peut pas – et parfois ne veut pas – tout raconter. Sa mémoire est nécessairement sélective : seuls les événements qui font sens au présent, qui répondent à des considérations actuelles sont remémorés et parfois accentués, tandis que d'autres sont érudés¹.

1 Sur la mémoire et son fonctionnement, voir notamment : NAMER Gérard, *Mémoire et Société*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1987, 242 p., RICCEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Le Seuil, 2000, 689 p., ROSOUX Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales*, Bruxelles : Académia Bruylant, 1998, 403 p.

Le passé et le sens qui lui est attribué sont donc sans cesse réinterprétés et remaniés. Ils ne sont jamais fixés définitivement. “La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants, et à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l’amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérables à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations”¹. Le témoignage d’un juif communiste rescapé d’Auschwitz constitue un exemple classique de cette constante réinterprétation de l’histoire. En effet, le récit de sa déportation varie souvent selon qu’il est fait avant ou après la chute du communisme. Juste après la guerre, il se voit avant tout comme un déporté antifasciste mettant en avant son identité positive de communiste ayant vaincu l’Allemagne nazie. Avec le déclin du communisme, il se considère davantage comme un déporté juif, tandis que les atrocités de l’Holocauste sont à la même période dévoilées aux yeux du grand public². Les changements de contextes, tout comme les expériences personnelles, modifient le regard posé *a posteriori* sur les événements vécus. La mémoire est donc davantage une reconstruction perpétuellement actualisée du passé plutôt qu’une reproduction fidèle de celui-ci, comme le reflète la formule de Saint Augustin qui la décrit comme le “présent du passé”³. Il n’existe de ce fait pas une mémoire, mais des mémoires qui se croisent, s’entrecroisent, et s’influencent les unes les autres.

Plus que l’histoire, ce sont donc les mémoires qui participent à la formation des identités. Mémoires et identités sont intrinsèquement liées : “La mémoire est un élément essentiel de ce qu’on appelle désormais l’identité individuelle ou collective, dont la quête est une des activités fondamentales des individus et des

1 NORA Pierre, “Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux”, in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire I*, Paris : Gallimard, 1997, pp. 24-25.

2 TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d’emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris : La Fabrique, 2005, pp. 19-20.

3 SAINT AUGUSTIN, *Les confessions*, Paris : Garnier-Flammarion, 1964, p. 269.

sociétés d'aujourd'hui, dans la fièvre et l'angoisse"¹. Les mémoires deviennent ainsi un enjeu social et politique car au service des intérêts et contingences actuelles.

En bref

Bien qu'elles partagent la référence au passé comme point commun, l'histoire et la mémoire doivent être distinguées. L'histoire se veut une discipline scientifique qui cherche à établir la vérité historique grâce à une méthode rigoureuse et critique. La mémoire, quant à elle, est davantage une réinterprétation subjective et contextualisée des événements passés. En ce sens, il s'avère plus approprié de parler non pas de la mémoire, mais des mémoires. Ces mémoires sont pleinement constitutives des identités des individus et des groupes. C'est en raison de ce lien étroit qui unit identité et mémoire que les recours au passé provoquent des débats politiques animés.

1 LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris : Gallimard, 1988, p. 174.

CHAPITRE 2 : Du particularisme à l'universalisme, de quelle mémoire parlons-nous ?

De la mémoire individuelle à la mémoire collective, et inversement

Comme le chapitre précédent le laissait entendre, les identités, et par extension les mémoires, peuvent être individuelles ou collectives. L'angle individuel a longtemps été le seul abordé. Exception faite des travaux fondateurs de Maurice Halbwachs¹ dans la première moitié du XX^e siècle, ce n'est qu'à partir des années 1970 que la dimension collective de la mémoire a fait l'objet d'une attention grandissante.

Pourtant, mémoire individuelle et mémoire collective sont indissolublement liées. Sans rentrer dans les détails, en reprenant la définition de la mémoire donnée dans le chapitre précédent, on comprend facilement que la mémoire individuelle correspond aux représentations que l'individu se forme du passé et qui constituent son/ses identités, tandis que la mémoire collective modèle l'identité et l'inscription dans l'histoire d'un groupe ou d'une communauté. Ce faisant, la mémoire collective contribue à accroître une cohérence de groupe en traçant les limites de la communauté et en différenciant ceux qui en font partie – le Nous – de ceux qui en sont exclus – l'Autre.

Mais le tout n'est pas égal à la somme des parties : la mémoire collective n'équivaut pas simplement à l'addition des mémoires individuelles. Celles-ci s'alimentent et s'enrichissent dans un processus de formation réciproque. Cela pose une question à double sens. Premièrement, comment la pluralité des mémoires individuelles se

1 HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997, 304 p.

structure-t-elle dans une mémoire collective ? Deuxièmement, comment la mémoire du groupe influence-t-elle les représentations individuelles ? Pour répondre à cette question, on peut considérer que les mémoires dites collectives se forment dans un travail d'harmonisation et d'homogénéisation de la diversité des souvenirs individuels grâce à la communication et aux relations entre les individus. En retour, et dans une certaine mesure, les représentations personnelles du passé sont structurées par le groupe. "Un homme, pour évoquer son propre passé, a souvent besoin de faire appel aux souvenirs des autres"¹, constate Maurice Halbwachs. C'est l'image partagée du vécu collectif qui donne sens aux souvenirs individuels, les souvenirs collectifs procurant des points de repère à l'individu. Mémoires individuelles et collectives s'influencent donc l'une l'autre.

Ce processus d'interaction mutuelle peut une nouvelle fois être illustré par l'exemple des deux guerres mondiales. Dans chaque pays, les souvenirs individuels des personnes ayant vécu ces expériences collectives qu'ont été ces deux guerres se sont progressivement harmonisés dans une représentation nationale de l'histoire qui, aujourd'hui encore, influence les mémoires individuelles des nouvelles générations. En Europe, il n'est probablement pas une personne qui ne puisse évoquer un "souvenir" de guerre.

La mémoire officielle, ou la version nationale de l'histoire

La mémoire collective est celle qui nous intéresse plus particulièrement dans cette réflexion sur les usages politiques du passé. De fait, lorsqu'ils se réfèrent à l'histoire dans leurs allocutions, c'est avant tout au passé collectif auquel les politiciens font allusion. En agissant de la sorte, ils jouent sur le registre de l'affectivité pour toucher les sensibilités profondes des individus et réveiller ainsi les identités des communautés dont ils veulent s'attirer le soutien.

Jusqu'il y a peu, la plupart des travaux qui se sont penchés sur cette question de l'identité et de la mémoire collectives l'ont abordée du

1 *Idem*, p. 98.

point de vue de la Nation. “La mémoire et l’identité sont alors dites collectives parce que nationales”¹, explique Marie-Claire Lavabre en parlant des *Lieux de mémoire*² de Pierre Nora, l’ouvrage par excellence lorsqu’on aborde la problématique de la mémoire. Dans cette œuvre de référence, Pierre Nora lui-même écrit : “L’histoire et plus précisément celle de notre développement national a constitué la plus forte de nos traditions collectives ; par excellence, notre milieu de mémoire”³. “Histoire, mémoire, Nation ont entretenu alors plus qu’une circulation naturelle : une circularité complémentaire, une symbiose à tous les niveaux, scientifique et pédagogique, théorique et pratique. La définition nationale du présent appelait alors impérieusement sa justification par l’éclairage du passé”⁴.

En effet, à la fin du XVIII^e siècle, les idées d’Etat et de Nation se répandent, les deux se juxtaposant souvent dans les Etats-nations qui fleurissent au même moment. Afin de consolider ces Etats-nations en formation et de répondre aux questions existentielles telles que : “Qui sommes-nous ?” et “D’où venons-nous ?”, les penseurs de l’époque – mais aussi d’aujourd’hui – ont recours au passé afin de définir la Nation et d’instaurer sa continuité dans le temps. Au travers de mythes d’origines alliant héros nationaux, ancêtres d’exception, lieux sacrés et passé prestigieux, ils font l’apologie de la Nation. Cette (ré)écriture gratifiante de l’histoire a pour objectif de forger une identité nationale positive, par conséquent attirante et unificatrice. Poussant le narcissisme plus loin encore, l’Autre est également rabaissé et son passé présenté comme moins glorieux, la dévalorisation de l’Autre participant à la valorisation du Nous⁵.

1 LAVABRE Marie-Claire, *op. cit.*, p. 482.

2 NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire I*, Paris : Gallimard, 1997, 1642 p.

3 NORA Pierre, “Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux”, *op. cit.*, p. 25.

4 *Id.*, p. 27.

5 LICATA Laurent, KLEIN Olivier, “Regards croisés sur un passé commun : anciens colonisés et anciens coloniaux face à l’action belge au Congo”, in SANCHEZ-MAZAS Margarita, LICATA Laurent (dir.), *L’Autre : regards psychosociaux*, Saint-Martin d’Hères : Presses universitaires de Grenoble, 2005, p. 245.

En se référant à un passé prétendument lointain pour légitimer leur existence présente et renforcer leur cohésion interne, les peuples ont ainsi recours à ce qu'Eric Hobsbawm et Terence Ranger appellent "l'invention de la tradition"¹. De la bataille de *Kosovo Polje*² pour les Serbes à celle des Eperons d'or³ pour les Flamands, des Troyens en Italie aux Hellènes en Grèce, de Simon Bolivar⁴ pour les Boliviens à José de San Martin en Argentine⁵, les exemples de ces pratiques ne manquent pas. En Belgique, qui n'a jamais entendu cette célèbre phrase de Jules César : "De tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves" ? Bien qu'ils fassent moins écho aujourd'hui au milieu des tensions communautaires entre Flamands et Wallons, ces mots rendent fier le Belge qui se sent appartenir à un petit peuple vaillant et courageux qui a de tout temps lutté contre l'envahisseur. L'indépendance de la Belgique en 1830 n'est-elle pas le fait d'une révolution qui a contribué à mettre les Hollandais dehors ? Cet imaginaire collectif a aussi été alimenté par et pour les deux guerres mondiales durant lesquelles la Belgique combat l'occupant allemand. Symbole véhiculé jusque dans les fictions, comme l'illustre la bande dessinée franco-belge *Astérix et Obélix* dans laquelle un petit village gaulois résiste à la conquête romaine.

1 HOBBSAWM Eric, RANGER Terence (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 320 p.

2 Le 15 juin 1389, l'Empire ottoman affronte une coalition de princes chrétiens des Balkans, notamment serbes, au cours de ce qu'on appelle aujourd'hui la bataille de *Kosovo Polje* ou la bataille du champ des Merles. Mythifiée, cette bataille alimente l'identité nationale serbe, le Kosovo étant considéré comme le berceau de la Nation serbe qui a perdu ce jour-là son indépendance pour vivre pendant cinq siècles sous domination ottomane.

3 La bataille des Eperons d'or, aussi connue sous le nom de la bataille de Courtrai, oppose en 1302 l'armée française du roi Philippe le Bel aux troupes flamandes se rebellant contre les taxes trop élevées levées sur la laine. Mythifiée, la victoire des Flamands marque dans leur imaginaire le début du sentiment national flamand et de leur indépendance, bien que la Flandre retourna rapidement sous l'autorité royale.

4 Simon Bolivar (1783-1830), surnommé le *Libertador*, est une figure emblématique de l'émancipation et de l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, notamment de la Bolivie.

5 José de San Martín (1778-1850) est une figure emblématique de l'émancipation et de l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, notamment de l'Argentine.

Ce passé réinterprété au service de l'identité nationale – que l'on appelle la mémoire officielle – est retranscrit par les historiens dans leurs livres pour devenir histoire. Jusqu'au début du XX^e siècle, en effet, le couple histoire-mémoire n'était pas perçu comme antinomique. Parler de mémoire est d'ailleurs un anachronisme car, comme nous l'avons évoqué, ce n'est qu'avec Maurice Halbwachs en 1950 que l'idée d'une mémoire collective a fait son apparition avant d'être largement reprise dans les années 1970. Avant cela, seule la référence à l'histoire existait.

Selon Hegel, cette dernière ne trouvait son sens que dans l'institution étatique : il n'y a d'histoire que là où il y a Etat ou, en d'autres mots, sans Etat, il n'y a pas d'histoire. Cette vision hégélienne a fortement été critiquée car elle fait de l'histoire un instrument de domination au service de l'Etat dont elle fait l'apologie, en légitimant le pouvoir des plus forts – ceux qui écrivent l'histoire – et en excluant la voix des plus faibles¹. Cette histoire officielle et les valeurs qu'elle véhicule sont ensuite transmises à l'ensemble de la population par le biais de l'école, également apanage de l'Etat. Sous cette acception, on comprend aisément que la maîtrise de l'histoire, c'est-à-dire du pouvoir de dire quelle version du passé doit être retenue, devienne un enjeu politique crucial.

Les mémoires officieuses, ou la pluralité des histoires

La face cachée de l'iceberg

Le simple fait de parler de mémoire officielle implique la présence de mémoires collectives officieuses, de contre-mémoires qui sont exclues des discours dominants, principalement nationaux. Tout comme les identités, les mémoires sont plurielles. Il existe autant d'interprétations de l'histoire que de groupes en présence, voire d'individus.

Alors que l'Etat-nation avait toujours pris en charge l'élaboration de l'histoire-mémoire collective, la seconde moitié du XX^e siècle

1 TRAVERSO Enzo, *op. cit.*, p. 24.

voit cette dernière perdre sa vertu structurante au profit de la valorisation d'un regard plus critique et pluriel sur le passé¹. Dans l'après-guerre, les processus de démocratisation et de décolonisation, surtout, contribuent à une remise en cause de la vision occidendo- et stato-centrée de l'histoire. Dans la lignée des critiques de la pensée d'Hegel, l'histoire-mémoire nationale est contestée par l'émergence de nouveaux sujets politiques aux références identitaires différentes. "Sous des formes très diverses selon les pays sont apparues des tentatives de réappropriation de l'histoire 'par le bas' proposant au moins à des groupes – en particulier à ceux qui sont traditionnellement dépossédés de la capacité de s'exprimer – de participer à l'élaboration de leur propre histoire"². Il s'agit "de rendre la parole aux acteurs anonymes, oubliés, silencieux ou contraints au silence : ouvriers, femmes, immigrés, marginaux, groupes proscrits, etc."³. Enzo Traverso considère à ce titre qu'il existe des mémoires "fortes" – en particulier la mémoire officielle – et des mémoires "faibles" – les mémoires silencieuses, oubliées, souterraines. Selon lui, "plus un groupe est institutionnellement et politiquement fort, plus sa mémoire s'impose dans la sphère publique car sa présence dans les organes de décision offre la possibilité au groupe en question d'apposer sa plume à l'écriture de la mémoire officielle"⁴.

Dans les années 1970, le divorce du couple histoire-mémoire est acté. Histoire et mémoire entament des existences séparées, bien qu'en constante interaction. L'histoire de la Nation devient mémoire officielle tandis que la version nationale des événements historiques se trouve contestée par d'autres, chaque communauté possédant sa propre représentation du passé. Alors qu'auparavant il n'existait qu'une seule histoire, on considère donc aujourd'hui qu'à côté de celle-ci cohabitent de multiples mémoires.

1 DOSSE Françoise, "Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire", *Raison présente*, n° 128, 1998, p. 6.

2 HARTOG François, REVEL Jacques, "Notes de conjoncture historiographique", in HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001, p. 18.

3 *Ibid.*

4 TRAVERSO Enzo, *op. cit.*, pp. 64-65.

Pluriel rime avec conflictuel

Si l'on prend en considération la multiplicité des mémoires et la relation étroite qu'entretiennent ces dernières avec la formation des identités, on parvient aisément à deviner la dimension potentiellement conflictuelle que revêt la mémoire. L'actualité nous le rappelle par trop souvent : les individus et les groupes luttent âprement pour la défense de leur identité. Loin de la vertu unificatrice de la vision du passé auparavant prônée, la prolifération des mémoires exprime davantage l'intolérance, la séparation et le rejet de l'Autre, chacun cherchant à affirmer sa légitimité et ses valeurs dans un jeu perçu comme étant à somme nulle. Les guerres violentes qui éclatent entre les communautés ethniques qui possèdent des représentations différentes, voire antagonistes de l'histoire, sont probablement les exemples les plus visibles, car les plus médiatisés, de ces conflits de mémoires¹. Les cas israélo-palestinien², rwandais ou bosniaque sont là pour nous le rappeler.

Parallèlement aux stratégies d'héroïsation utilisées par l'histoire pour satisfaire le besoin d'identité positive de la Nation, ce sont souvent des stratégies de victimisation qui sont à l'œuvre dans les conflits de mémoires. Le Nous est perçu comme la victime et l'Autre comme l'agresseur. Nous sommes à une époque "où il n'y a plus de vaincus mais seulement des victimes"³, constate Enzo Traverso. "Cette dissymétrie du souvenir – la sacralisation des victimes auparavant ignorées et l'oubli des héros jadis idéalisés – indique l'ancrage profond de la mémoire collective au présent, avec ses mutations et ses

1 Il est toutefois important de noter que la composante mémorielle n'est jamais la seule en jeu dans un conflit, tout conflit étant nécessairement multidimensionnel. Selon les cas, des facteurs politique, économique, culturel, religieux, linguistique, etc. entrent également en considération.

2 Le conflit israélo-palestinien (1948-...) désigne le conflit qui oppose les Palestiniens, majoritairement musulmans, à l'Etat d'Israël, majoritairement juif, depuis la création de l'Etat d'Israël et la guerre israélo-arabe en 1948. Plusieurs conférences de paix et négociations ont eu lieu depuis le début du conflit, mais de nombreux points litigieux persistent entre les parties, empêchant toute résolution.

3 TRAVERSO Enzo, *op. cit.*, p. 16.

renversements paradoxaux”¹. Se poser en victime permet au groupe de justifier moralement sa position et ses actions dont le but serait d’obtenir la réparation d’injustices passées et un retour à la normale. La vengeance devient ainsi légitime. Les autorités serbes ont largement fait l’usage de ce type de stratégies lorsqu’elles évoquaient la bataille de *Kosovo Polje*, berceau de la Serbie perdu face aux Musulmans en 1389, pour justifier leurs exactions à l’encontre des populations kosovares à la fin du XX^e siècle².

Les différentes stratégies de recours au passé, telles que l’héroïsation ou la victimisation, peuvent également aller de pair. Le cas de la Russie est symptomatique à cet égard. La Seconde Guerre mondiale, la Grande Guerre patriotique comme elle est désignée en Russie, est devenue un véritable mythe d’origine pour la Russie post-soviétique. Souvenir à la fois traumatique – la Russie n’hésite pas à rappeler les millions de vies qu’elle a données au cours de la guerre – et glorieux – en raison du rôle important qu’elle a joué dans la défaite du régime nazi – la mémoire de la guerre “sert à éclipser une autre mémoire, celle de la terreur stalinienne, et à convaincre les Russes du rôle positif de l’Etat dans l’histoire nationale”³.

FAQ - Frequently Asked Question

Puisque des visions parfois radicalement opposées de l’histoire se côtoient et s’affrontent, parfois jusqu’à la violence, “Toutes les mémoires se valent-elles ?” est une question qui vient rapidement à l’esprit. Cette question invite à une réponse normative – peut-être influencée par la mémoire collective officielle ? – : “Non”, selon nous.

1 *Ibid.*

2 ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain / Département des sciences politiques et sociales, IEE Documents, n° 28, 2002, disponible sur www.uclouvain.be/, pp. 10-15.

3 KOPOSTOV Nikolay, “Le débat russe sur les lois mémorielles”, *Le débat*, Vol. 1, n° 58, 2010, p. 51.

Si on considère qu'il est impossible de juger les perceptions qu'ont les individus à l'égard de leur passé – la réponse à la question "Comment ai-je vécu et perçu les événements de mon histoire ?" est intimement personnelle – la réponse logique devrait être "Oui". Cependant, face aux multiples conséquences parfois extrêmes qu'un conflit de mémoires peut engendrer, cette réponse qui légitime toutes les interprétations de l'histoire se doit d'être nuancée afin d'éviter certaines dérives intolérables, telles que le révisionnisme ou le négationnisme.

Pour répondre plus adéquatement à cette question, plutôt que d'appréhender l'histoire – science objective du passé – et la mémoire – représentation subjective du passé – comme deux opposés qui n'ont en commun que leur objet, peut-être faut-il les considérer comme deux approches complémentaires. En effet, la mémoire, basée sur le vécu des individus et des groupes, peut élargir le champ de l'histoire "en soulignant ses points aveugles et ses généralisations hâtives"¹. Les mémoires endormies sont ainsi réveillées et, l'histoire ne se limite plus à la vision dominante, souvent nationale, du passé. L'histoire, en tant que discipline scientifique, peut quant à elle "corriger les pièges de la mémoire en l'obligeant à se transformer en analyse auto-réflexive et en discours critique"² et en l'amenant de la sorte à s'objectiver. Ou, en d'autres mots : "Au premier mouvement qui assure le primat au regard critique, à la mise à distance, à l'objectivation et à la démythologisation, suit un second temps, complémentaire, sans lequel l'histoire serait pur exotisme, celui d'une recollection du sens, qui vise à l'appropriation des diverses sédimentations de sens léguées par les générations précédentes, des possibles non avérés qui jonchent le passé des vaincus et des muets de l'histoire"³.

Bien que leurs interprétations puissent diverger, des faits prouvés et attestés ne peuvent purement et simplement être niés. Grâce au recours à l'histoire, certaines mémoires qui manipulent le passé sont

1 TRAVERSO Enzo, *op. cit.*, p. 31.

2 *Ibid.*

3 DOSSE Françoise, *op. cit.*, p. 5.

ainsi délégitimées. Mais cela n'enlève rien à la complexité de la question puisque l'on sait que l'écriture de l'histoire est en partie influencée par les mémoires dites "fortes". Si le déni de l'Holocauste est condamné internationalement, qu'en est-il du génocide arménien ?

En bref

Depuis les travaux fondateurs de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective, la mémoire n'est plus uniquement considérée comme le propre de l'individu, mais également comme l'apanage du groupe. Mémoires individuelle et collective s'influencent l'une l'autre. Au centre des usages politiques du passé, se trouve la mémoire collective, ou plutôt les mémoires collectives.

Pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, cependant, on ne parle que d'histoire. La mémoire est totalement recouverte par l'histoire qui s'écrit au travers du prisme de la Nation. Après les années 1950, cette vision stato-centrée de l'histoire est contestée par les groupes qui n'ont pas voix au chapitre. Histoire et mémoire entament alors des existences séparées. L'histoire nationale devient mémoire officielle, tandis que de nombreuses communautés auparavant écartées de cette interprétation du passé sortent de leur mutisme pour raconter leur version des événements.

Ces différentes représentations du passé qui se côtoient, s'opposent parfois radicalement. Eclatent alors ce qu'on appelle des conflits de mémoires, parfois violents tant ils touchent aux identités des groupes. Dans ces conflits, toutes les mémoires ne sont pas toujours équivalentes. Celles qui, comme le négationnisme, récusent des faits avérés doivent être délégitimées. Histoire et mémoire peuvent travailler main dans la main pour générer les récits les plus inclusifs possibles.

CHAPITRE 3 :

Pourquoi la société est-elle friande de passé ? La perte de poids identitaire comblée par une boulimie mémorielle

Crise du temps, crise de la mémoire, crise des identités, etc. De nombreux auteurs s'accordent pour dire que nous traversons actuellement une période de crises qui expliqueraient non seulement le déclin du modèle national, mais aussi l'importante vague mémorielle qui s'ensuit depuis la fin du siècle dernier. Ces crises ne seraient elles-mêmes que les multiples facettes d'une crise plus générale, celle de la modernité.

Avec la philosophie des Lumières, l'époque contemporaine voit le triomphe du libéralisme politique et économique. Les sociétés européennes connaissent un processus de modernisation qui s'accélère au cours du XX^e siècle. Démocratisation, sécularisation, urbanisation ou encore mondialisation deviennent des maîtres-mots. Commence une véritable course au progrès sous toutes ses formes, avec comme horizon un futur perçu comme resplendissant. "L'histoire se fait alors au nom de l'avenir, et elle doit s'écrire de même"¹. Le présent quant à lui est vécu comme "un lieu transitoire entre un passé animé par un moteur de l'histoire et un futur prédéterminé"².

1 HARTOG François, *Régime d'historicité. Présentéisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil, 2003, p. 120. La majorité des informations présentées dans ce chapitre sont issues de ce même ouvrage, pp. 11-30 et pp. 113-162. Lorsqu'il en est autrement, il en est explicitement fait mention.

2 DOSSE Françoise, *op. cit.*, p. 7.

Cette modernisation effrénée engendre plusieurs conséquences. Tout d'abord, elle entraîne une désacralisation et un désenchantement du monde dont les violences extrêmes commises lors des deux guerres mondiales sont le symptôme. Dans les années 1970 qui, rappelons-le, marquent l'explosion des références mémorielles, ces premières désillusions qu'ont été les traumatismes de ces deux guerres sont suivies par d'autres, notamment avec la fin des Trente glorieuses, la crise économique et l'affaiblissement de l'Etat-providence qui s'ensuivent, mais aussi, un peu plus tard, avec le génocide au Rwanda ou les épurations ethniques en ex-Yougoslavie, pour ne donner que ces exemples. Le "futurisme", ce régime d'historicité dans lequel le regard est porté vers l'avenir, s'en trouve mis à mal. En résulte une présentification : les attentes ne sont plus placées dans un futur potentiel, mais bien dans le présent que l'éclairage du passé doit aider à comprendre.

Ensuite, la mondialisation économique et politique, en imposant un système social uniforme qui ignore les particularismes et efface les traditions, a pour conséquence un repli identitaire, ainsi que la nécessité de nouveaux rituels. Selon Pierre Nora, les entreprises mémorielles "sont les rituels d'une société sans rituel, des sacralités passagères dans une société qui désacralise ; des fidélités particulières dans une société qui rabote les particularismes ; des différenciations de fait dans une société qui nivelle par principe ; des signes de reconnaissance et d'appartenance de groupe dans une société qui tend à ne reconnaître que des individus égaux et identiques"¹. Ce besoin de nouveaux repères sert principalement de terreau aux partis d'extrême droite ainsi qu'aux revendications nationalistes ou populistes qui exploitent la crise des identités dans la lutte pour le pouvoir. Ils n'hésitent pas à profiter du flou identitaire pour renforcer la mémoire dont ils sont les porteurs.

Mais cette érosion du repère national ne se fait pas que "par le bas". Si la globalisation a pour effet un recentrage identitaire sur d'autres communautés de référence, elle contribue également au

1 NORA Pierre, "Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux", *op. cit.*, p. 29.

développement d'autres repères, à l'échelle globale : "On va du particulier à l'universel par l'impératif du devoir de mémoire"¹. Certains événements qui ont marqué la planète dans son ensemble – et en premier lieu les crimes contre l'humanité – entrent dans ce que nous pourrions appeler une mémoire officielle universelle et leurs souvenirs sont célébrés mondialement. L'institution de journées internationales le 27 janvier pour rendre hommage aux victimes de l'Holocauste ou le 25 mars en commémoration des victimes de l'esclavage illustre bien ce phénomène. Cette mémoire "forte" universelle, comme toutes les formes de mémoire, n'échappe pas aux travers de l'écriture d'une histoire qui rejette d'autres mémoires concurrentes.

La course au progrès rend obsolète tout ce qui à peine existe. La mondialisation nie les spécificités au profit de l'uniformité. Les violences extrêmes du XX^e siècle érodent toute forme de repères. Crise de la modernité donc, qui génère une crise de l'identité collective, et partant, de la mémoire et de l'histoire qui lui sont intimement liées. En découle un impérieux besoin des individus et des groupes de se reconstruire et de se redéfinir, non plus par rapport à un avenir incertain, mais par rapport au présent. Le "présentisme"², c'est ainsi que François Hartog appelle ce régime d'historicité en développement dans lequel le présent devient la catégorie qui fait sens. Un présent qui vénère le passé auparavant délaissé car qui veut savoir qui il est doit comprendre d'où il vient. La perte de poids identitaire est comblée par une boulimie mémorielle. Préservation du patrimoine, édification de mémoriaux, construction de musées, commémorations et autres cérémonies d'hommages en sont les signes.

Cette surenchère commémorative, si elle touche en premier lieu la vieille Europe, se répand dans toutes les sociétés contemporaines qui traversent une importante période de transition : dans les Etats des anciens blocs de l'Est et de l'Ouest au sortir de la guerre froide,

1 HARTOG François, REVEL Jacques, "Notes de conjoncture historiographique", *op. cit.*, p. 22.

2 HARTOG François, *op. cit.*, 257 p.

dans les démocraties naissantes des ruines encore fumantes des anciennes dictatures, dans les nouveaux Etats indépendants issus de la décolonisation ou encore dans les pays ayant vécu des guerres sanglantes. Le passage à un nouvel ordre implique souvent la gestion du passé qui y est associé dans la redéfinition identitaire qu'il génère. Chacun à son rythme et à sa manière en fonction du contexte, avec cependant une constante : l'importance accordée au passé, souvent douloureux, dans la quête de sens au présent.

En bref

Le XX^e siècle est marqué par une modernisation effrénée des sociétés contemporaines, tournées vers l'avenir. Mais loin du futur idéal imaginé, cette course au progrès génère des crises économiques et de violents conflits. De même, le libéralisme économique et politique nie les particularismes, ce qui engendre un repli identitaire. Ces échecs du "futurisme" conduisent à ce que les analystes qualifient de crise de la modernité, dont la crise identitaire n'est qu'une facette. Les individus et les groupes qui tentent de se reconstruire s'en réfèrent alors au présent, mais un présent qui en appelle au passé car pour savoir qui on est, il faut comprendre d'où l'on vient.

CHAPITRE 4 : Consommation de mémoires, quel rôle pour les médias ? Entre diffusion et simplification

Mais le “présentéisme” est également le produit de l’objet de sa critique. Il s’inscrit dans la société de consommation, de la courte durée et du “tout, tout de suite” dans laquelle nous vivons. Le temps et son appréhension – le passé, l’histoire, la mémoire en particulier – doivent s’adapter à ces exigences : “Pris dans le temps de la consommation, le temps devient lui-même un objet de consommation”¹.

Outre une très grande consommation d’histoire, la conséquence principale de cette évolution est une historicisation presque au jour le jour du présent. “(...) Le présent, au moment même où il se fait, désire se regarder comme déjà historique, comme déjà passé. Il se retourne en quelque sorte sur lui-même pour anticiper le regard qu’on portera sur lui, quand il sera complètement passé, comme s’il voulait prévoir le passé, se faire passé avant même d’être encore pleinement advenu comme présent. Mais ce regard, c’est le sien à lui présent”². Le 11 septembre 2001³ est l’exemple type de l’événement contemporain qui, médias aidant, écrit sa propre histoire alors même qu’il est en train de se produire⁴.

Cette montée en puissance du contemporain et l’historicisation rapide du présent impliquent une redéfinition du rôle de l’historien. Alors qu’auparavant le passé révolu était l’objet d’étude de l’histoire,

1 *Id.*, p. 136.

2 *Id.*, p. 127.

3 Le 11 septembre 2001 fait référence aux attentats terroristes perpétrés à cette date aux Etats-Unis par des membres du réseau islamiste Al-Qaïda, faisant près de 3.000 victimes.

4 *Ibid.*

aujourd'hui, à la demande de la société, l'histoire – au même titre que l'ensemble des sciences sociales – est pressée d'aider à la compréhension et à l'explication du présent. Les experts de l'histoire sont ainsi reconvertis en experts de la mémoire. Le nombre d'historiens auquel il est fait appel pour témoigner sur un fait d'actualité, dans les journaux télévisés par exemple, est frappant à cet égard. Mais, "l'historien peut-il (...) faire de l'histoire en direct, donner au jour le jour le point de vue de la postérité et tirer plus vite que son ombre ?"¹.

S'ensuit également une confusion des rôles puisque les historiens professionnels n'ont pas la maîtrise du débat contemporain, qui est avant tout l'apanage du journaliste. Alors qu'avant, l'histoire se transmettait par les livres, l'histoire du temps présent communique par d'autres canaux. "Aujourd'hui, les journaux, la télévision et les autres moyens de communication fournissent des informations dont les caractères propres – simplification, rapidité – sont fort différents de ceux qui sont généralement utilisés par l'histoire mais qui, toutefois, interviennent sur le même groupe de consommateurs d'histoire et en modifient le marché"². En démontre le nombre croissant de cérémonies d'hommages retransmises en direct à la télévision, comme la commémoration du septantième anniversaire du débarquement en Normandie.

L'ère de la transmission de l'histoire par les livres passe à celle de la diffusion de la mémoire par les médias, télévision en tête. Au-delà de leur rôle d'information, ils participent aujourd'hui à la construction et à la propagation d'une représentation commune du passé, c'est-à-dire de la mémoire collective. Pierre Nora va jusqu'à dire : "Ce n'est plus à l'école que s'affirme l'identité collective et que s'exprime l'esprit de la commémoration, mais à la télévision"³.

1 HARTOG François, REVEL Jacques, "Notes de conjoncture historiographique", *op. cit.*, p. 21.

2 LEVI Giovanni, "Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire", in HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *op. cit.*, pp. 29-30.

3 NORA Pierre, "L'ère de la commémoration", in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire III*, Paris : Gallimard, 1992, pp. 984-985.

Mais les médias, notamment audio-visuels, ne portent pas le même regard que l'historien sur les événements qu'ils relatent. Plus que sur l'objectivité et la critique, ils jouent sur l'émotion procurée par l'impression de réalité et de proximité. Cette immersion souvent superficielle dans le passé favorise un sentiment d'identification et d'empathie avec les témoins, par exemple, qui sont invités à raconter leurs souvenirs¹. Les journalistes, du fait de leurs stratégies de communication, peuvent avoir tendance à user de récits simplificateurs et peu nuancés, parfois présentés hors-contextes. Tout comme les politiciens, l'analogie historique est par exemple un instrument auquel ils recourent fréquemment. Le passé est alors perçu comme une clé qui ouvre à la compréhension des événements présents.

Mais en mettant l'accent sur les similarités entre deux situations, l'éclairage du moins connu par le plus connu conduit bien souvent à négliger les divergences fondamentales qui existent entre un fait actuel et son précédent, ce qui peut mener à une représentation erronée de la réalité². Les interprétations du passé ainsi transmises induisent un glissement inexorable vers "une mémoire qui tend à simplifier, à transformer en stéréotype et qui exprime une société morcelée qui a affaibli la signification complexe de toute mémoire collective, ou mieux, qui est sensible à des formes simplifiées de représentations du passé, faites de slogans et de mythes vidés de contenus réels, mais qui ne sont pas pour autant moins puissants ou mobilisateurs, ou, à l'opposé, moins paralysants"³. Les références à la Seconde Guerre mondiale dans le contexte du démembrement de l'ex-Yougoslavie illustrent bien ce phénomène. En 1999, par exemple, lors des bombardements de l'OTAN⁴ liés à la

1 VEYRAT-MASSON Isabelle, "Entre histoire et mémoire. La Seconde Guerre mondiale à la télévision", *Hermès*, n° 8-9, p. 156.

2 ZELIZER Barbie, "Journalism's Memory Work", in ERLI Astrid, ANSGAR Nünning (dir.), *A companion to cultural memory studies*, Berlin : De Gruyter, 2010, p. 382.

3 LEVI Giovanni, *op. cit.*, p. 33.

4 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

guerre du Kosovo¹, la télévision yougoslave diffuse un documentaire sur le bombardement de Belgrade par les forces allemandes en 1941². Bien qu'elle ne corresponde pas toujours aux comptes-rendus de l'histoire scientifique, cette mémoire collective diffusée par la télévision est pourtant souvent celle qui s'impose dans l'opinion publique.

Les médias classiques qui s'adressent à une large audience, comme la télévision, sont généralement les principaux vecteurs de l'image collective du passé dans la population. Ils participent de la sorte à la transmission et à la formation de la mémoire officielle nationale. Les pouvoirs publics qui, dans certains pays, contrôlent ces médias les utilisent pour diffuser leur version des faits d'hier auprès de l'opinion publique. Ils sélectionnent pour cela les événements qui doivent être remémorés, comme dans l'exemple qui vient d'être évoqué, mais aussi – et c'est peut-être là que la manipulation de la mémoire atteint son paroxysme – ceux qui doivent être écartés. “Cela m'a heurté quand j'ai appris pour Srebrenica en 2001, raconte Jadranka de Loznica en Serbie. Je n'en avais jamais entendu parler avant... Nous n'avions pas assez d'argent pour la TV satellite, je n'avais pas l'occasion d'écouter les radios étrangères ou de lire des journaux étrangers. Je n'en savais simplement rien”³.

Il est cependant intéressant de noter qu'à l'ère de la communication et des nouvelles technologies, le petit écran n'est pas le seul canal d'information disponible, loin s'en faut. Les médias forment un système complexe allant du livre au cinéma, de la presse écrite aux journaux télévisés, de la radio à la télévision, sans oublier Internet. Les vecteurs de la mémoire sont multiples. Mais surtout ils sont de

1 La guerre du Kosovo oppose en 1999 l'Armée de Yougoslavie à l'Armée de libération du Kosovo qui revendique l'indépendance de cette province majoritairement albanophone. Le gouvernement serbe mène une répression très dure à l'encontre des Albanais du Kosovo, ce qui débouche sur l'intervention aérienne de l'OTAN et le retrait des forces serbes.

2 ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, op. cit., pp. 6-7.

3 “Jadranka (Loznica) : They hate while having no idea what happened”, in FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *I cannot feel good if my neighbor does not*, Belgrade/Sarajevo : Center for Nonviolent Action, 2009, p. 65 (traduit par nous).

moins en moins contrôlés par les pouvoirs publics. Ce phénomène participe à l'érosion du modèle hiérarchique national de la mémoire en donnant la parole aux mémoires silencieuses. En effet, chaque individu devient libre de transmettre son image du passé, tout comme chacun a les moyens de papillonner d'un média à l'autre pour se forger sa propre mémoire.

En bref

Après l'échec du "futurisme", le présent passe aux commandes. Les historiens, mais aussi les journalistes qui ont l'actualité comme préoccupation première, sont appelés à fournir des éléments de compréhension des événements contemporains grâce aux éclairages du passé. Ce ne sont plus les livres d'histoire, mais bien les écrans de télévision qui diffusent les mémoires. Les médias n'ont cependant pas la possibilité d'appliquer la même méthode critique que l'histoire. Certains vont même jusqu'à "jouer" sur l'affectivité que des messages simples éveillent plus facilement. A cette fin, les mémoires sont dans certains cas généralisées, voire stéréotypées, perdant ainsi leur nécessaire complexité. Bien que les images véhiculées ne correspondent pas toujours à la vérité historique, elles n'en sont pas moins celles qui risquent de s'imposer dans l'opinion publique.

Les médias qui dépendent des pouvoirs publics participent ainsi à la transmission de la mémoire officielle nationale. Mais les nouvelles technologies de l'information et de la communication, comme Internet, échappent plus facilement au contrôle de l'Etat, ce qui favorise la diffusion des mémoires officieuses.

CHAPITRE 5 : Pourquoi les politiques ont-ils recours au passé ? Ou quand le passé est une ressource

Les débats historiques et mémoriels ne se cantonnent donc plus au cercle des historiens professionnels. Les journalistes, notamment, y prennent une part active. Mais ils ne sont pas les seuls. Amplifiées par les médias, les discussions liées au passé questionnent inévitablement les identités des individus et des groupes. De ce fait, elles se transforment en véritable enjeu pour l'ensemble de la société. En résulte un intense développement des usages publics¹, et principalement politiques, du passé.

Bien que la résurgence mémorielle soit relativement récente, les recours politiques au passé ne sont quant à eux pas une nouveauté. Chez les Grecs, déjà, les orateurs évoquaient l'histoire à des fins d'argumentation². Mais les premiers à s'être véritablement penchés sur la question des usages publics du passé et des origines symboliques du pouvoir sont Eric Hobsbawm et Terence Ranger. Dans leur célèbre ouvrage *L'invention de la tradition*³, ils expliquent comment les sociétés ont, de tout temps, fondé leurs pouvoirs grâce à l'invention artificielle d'une tradition.

Le lien qui unit l'histoire – et davantage encore la mémoire – à la construction des identités lui confère *de facto* une connotation politique. Vu le réservoir d'émotions auquel s'attachent les identités en perpétuelle redéfinition, tout événement historique risque fort

1 C'est à Jürgen Habermas que l'on doit le concept d'usage public de l'histoire. HABERMAS Jürgen, *Écrits politiques. Culture, droit, histoire*, Paris : Cerf, 1990, p. 194.

2 NOUHAUD Michel, *L'utilisation de l'histoire par les orateurs attiques*, Paris : Les Belles Lettres, 1982, 406 p.

3 HOBBSAWM Eric, RANGER Terence (dir.), *op. cit.*, 320 p.

de faire l'objet d'un usage politique. En effet, toutes les politiques – et principalement celles qui concernent les relations entre communautés – sont porteuses d'une certaine représentation de l'histoire, et donc d'une identité. Or, l'instrumentalisation des émotions liées à cet imaginaire passé est susceptible de susciter l'adhésion de la population.

La mémoire en tant qu'outil au service du politique est principalement utile dans la concurrence pour le pouvoir. En effet, les groupes se confrontent – parfois pacifiquement dans les institutions politiques, parfois violemment dans des guerres – pour l'obtention du statut de mémoire “forte”. “Les ressources argumentatives du passé sont alors principalement utilisées pour démontrer la légitimité du groupe, de son identité, de ses valeurs, voire des préférences et des revendications dont il est le porteur”¹. Dans cette optique, parallèlement aux stratégies d'héroïsation et de victimisation dont il a déjà été question, des preuves attestant d'une continuité, ou au contraire de rupture, historique sont aussi avancées. Le cas de la Lituanie peut, à ce titre, servir d'exemple. Dans ce pays, la représentation officielle de l'histoire présente l'indépendance obtenue en 1991 comme une indépendance retrouvée après cinquante ans d'occupation. Cette mémoire participe à la construction d'une identité lituanienne qui cherche à se distinguer de son passé communiste, perçu comme une nouvelle interruption forcée dans la longue histoire du pays qui remonterait à l'époque du Grand-duché de Lituanie au XIV^e siècle.

L'ascension au sommet du pouvoir confère en retour aux groupes la capacité de participer à l'écriture de la mémoire officielle. En effet, que ce soit au travers du choix des événements commémorés, de l'édification de monuments, du patrimoine valorisé ou encore de la définition des programmes scolaires, les partis politiques au pouvoir mènent ce que l'on pourrait appeler des politiques de mémoire qui contribuent à modeler les représentations du passé et l'identité qui font sens pour la collectivité. Plus encore, c'est l'orientation

1 MEYER Erik, “Memory and Politics”, in ERLI Astrid, ANSGAR Nünning (dir.), *A companion to cultural memory studies*, Berlin : De Gruyter, 2010, p. 177.

normative de la société elle-même, c'est-à-dire les valeurs dont la société est porteuse, que les politiques de mémoire transmettent aux citoyens¹. Comme le résume parfaitement Michel Foucault, celui qui contrôle la mémoire d'un groupe contrôle son dynamisme².

Les politiques ont donc recours à l'histoire en amont et en aval de la confrontation pour le pouvoir car, si le privilège de l'interprétation de l'histoire constitue le premier prix de la compétition, l'évocation du passé est elle-même une arme politique puissante pour l'obtenir. En ce sens, les recours politiques aux faits historiques en disent davantage sur le présent et l'avenir que sur le passé lui-même. En effet, les représentations du passé sont considérablement influencées par le contexte, tant local qu'international, et se transforment au gré des évolutions de ce dernier. Le changement d'attitude de la Belgique à l'égard du Congo traduit bien ce phénomène. Jusqu'au début des années 1990, l'opinion publique belge n'avait pas une mauvaise perception de l'action coloniale de son pays. L'idée selon laquelle la Belgique n'avait rien fait de pire que les autres prévalait. Mais depuis lors, le contexte idéologique international a considérablement évolué, décriant systématiquement le colonialisme. Suivant le mouvement, la représentation de l'histoire belge s'est aujourd'hui radicalement renversée³.

La mémoire, en tant que passé au présent, est donc utilisée par les acteurs de la scène publique qui se transforment en entrepreneurs de la mémoire. Les événements qu'il faut se remémorer et leur interprétation, ainsi que les témoins à écouter sont fonction de leur agenda politique contemporain. "C'est bien en fonction d'objectifs politiques présents que la mémoire officielle sélectionne les éléments historiques qu'elle juge pertinents. A cet égard, les tenants de la mémoire officielle voient davantage le passé comme un auxiliaire

1 *Id.*, pp. 176-177.

2 FOUCAULT Michel, cité dans OLICK Jeffrey K., ROBBINS Joyce, "Social Memory Studies : From 'Collective Memory' to Historical Sociology of Mnemonic Practices", *Annual Review of Sociology*, n° 24, 1998, p. 126.

3 LICATA Laurent, KLEIN Olivier, *op. cit.*, pp. 248-249.

commode à leurs intentions, plutôt qu'un récit immuable"¹. Ce sont les considérations présentes qui déterminent le type de passé auquel les leaders politiques décident d'avoir recours. En fonction du but qu'ils poursuivent – cohésion de groupe, légitimation ou encore mobilisation populaire – tel événement plus ou moins héroïque ou victimaire, tel récit de continuité ou de rupture, sera rappelé au souvenir, les différentes stratégies pouvant également se combiner dans un même objectif. Face à ces usages publics de la mémoire, s'il est bien sûr essentiel de se demander si l'histoire transmise est scientifiquement vraie, il est peut-être encore plus important de se demander qui est à la source de la représentation du passé ? Quels sont ses intérêts et ses intentions ? Par quels moyens la mémoire est-elle diffusée ? Mais aussi quelles sont les conséquences que la diffusion de cette version de l'histoire peut avoir ?².

Evoquée dans l'introduction, la préparation des commémorations de la Grande Guerre en Belgique constitue un exemple parlant à cet égard. Force est de constater que la Belgique fédérale d'aujourd'hui n'est plus la Belgique unitaire d'alors. L'importance de cette évolution est cruciale lorsqu'il s'agit d'expliquer les différences qui se marquent aujourd'hui entre Flamands et Wallons dans la préparation du Centenaire de 1914-1918. Tandis que les gouvernements de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont décidé de mettre l'accent sur les expériences communes vécues par les Belges durant la guerre (telles que l'occupation ou les villes martyres)³, la Flandre organise des commémorations totalement flamandes axées sur les *Flanders Fields* dans l'objectif de promouvoir son image à l'étranger⁴. Dans un climat belge de tensions communautaires, "(...) on

1 ROSOUX Valérie, "Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation", in DE WILDE Tanguy et SPETSCHINSKI Leatitia (dir.), *Les relations entre l'UE et la Fédération Russie*, Louvain-la-Neuve : Institut d'études européennes, 2000, disponible sur www.uclouvain.be/, p. 2.

2 MEYER Erik, *op. cit.*, p. 176.

3 FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES, "Objectifs et thématiques", date inconnue, disponible sur www.commemorer14-18.be/.

4 "14-18 : les non-dits flamands du Centenaire", *Le Vif l'Express*, 1^{er} novembre 2013, disponible sur www.levif.be/.

peut se demander si, en ne faisant aucune référence à la Belgique et son histoire, le gouvernement flamand ne contribue pas, consciemment ou non, à répercuter les idées nationalistes flamandes”¹.

Cet exemple permet finalement de mettre le doigt sur le caractère conscient ou inconscient que peuvent revêtir les recours au passé. La conception qui met l'accent sur l'exploitation des identités et des mémoires par les acteurs des sphères publiques et politiques afin de satisfaire leurs intérêts socio-économiques, culturels ou politiques correspond à ce que les académiques appellent l'approche instrumentaliste. La vision primordialiste quant à elle considère que l'histoire et les identités sont immuables et pèsent sur les individus et les groupes. Un juste milieu se trouve probablement dans le point de vue constructiviste qui établit un compromis entre ces deux extrêmes : bien qu'elles ne soient pas fixées définitivement, les identités et les mémoires ne sont pas non plus des instruments créés de toute pièce par les élites qui les utiliseraient à l'envi pour assouvir leur soif de pouvoir. Il ne faut pas surestimer l'influence des représentants politiques et des interprétations du passé qu'ils véhiculent. Comment ces individus deviennent-ils des leaders s'il n'est personne à la base pour applaudir leurs discours ? Autant qu'une ressource, le passé est aussi une contrainte.

1 *Ibid.*

En bref

Du fait de la relation intime qui existe entre mémoire et identité, le passé est un objet à vocation politique. Il constitue principalement une ressource argumentative à laquelle les élites n'hésitent pas à recourir dans leur quête de pouvoir. À côté de la cohésion ou de la mobilisation du groupe, la légitimation de son identité, de ses valeurs, de ses actions ou de ses revendications est le but premier recherché. Ce sont donc bien au service de considérations contemporaines que des récits glorieux ou traumatiques, de continuité ou de rupture historiques sont tour à tour mobilisés. Le passé devient ainsi un instrument puissant au service des représentants politiques qui y ont recours pour parvenir au pouvoir et s'y maintenir.

Une fois le pouvoir entre leurs mains, ces derniers peuvent en retour contribuer à l'écriture de la mémoire officielle grâce à de véritables politiques de mémoire (gestion du patrimoine, commémorations, programmes scolaires, etc.) qui influencent les valeurs qui font sens dans la société.

Face aux usages politiques du passé il est donc important de rester critique et de s'interroger : Qui a recours au passé ? Quel est son objectif ? Quelles sont les valeurs qu'il cherche à transmettre ? Quelles en sont les conséquences ?

CHAPITRE 6 :

Quelles sont les limites des usages publics de l'histoire ? Ou quand le passé est une contrainte

Pour Marie-Claire Lavabre, il faut établir une distinction entre le “choix du passé” et le “poids du passé”¹. Le passé n'est pas uniquement une ressource à laquelle tout un chacun peut recourir en fonction des intérêts et objectifs qui lui sont propres. Il constitue également une contrainte qui influence les représentations des individus et de la société de manière non négligeable. Selon Valérie Rosoux, “la prétention à inventer l'histoire est inéluctablement limitée par la trace laissée par les faits”². Les élites politiques ne peuvent recourir à la mémoire que dans une certaine mesure. Consciemment ou non, elles ne pourront pas faire abstraction des événements d'hier dans les actions qu'elles entreprennent et les discours qu'elles prononcent.

Premièrement, certains faits historiques prégnants pèsent sur le présent. Ils se transforment en lunettes déformantes au travers desquelles toute nouvelle réalité est regardée et interprétée. Un événement comme les attentats du 11 septembre 2001 façonne de la sorte la conduite de la politique américaine qui mène depuis lors une véritable guerre contre le terrorisme ainsi qu'une nouvelle croisade pour la démocratie. En 2006, par exemple, dans son discours en faveur du vote de la poursuite de la guerre en Irak, le républicain John Boeher explique : “Le public américain se doit d'entendre comment

1 LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 1994, p. 31.

2 ROSOUX Valérie, “Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation”, *op. cit.*, p. 5. L'ensemble des considérations théoriques concernant les limites à apporter aux usages politiques du passé ainsi qu'une partie des exemples sont issus du même article pp. 5-10. Lorsqu'il en est autrement, il en est explicitement fait mention.

ses élus vont répondre au terrorisme international et à ces ennemis qui cherchent à détruire la manière de vivre américaine. Est-ce que nous allons combattre ou est-ce que nous allons battre en retraite ? Je vais être très clair : ceux qui disent que c'est une guerre de choix ont tort. Ceci est une guerre de nécessité¹. Mais les attentats du 11 septembre n'ont pas uniquement marqué l'esprit des Etats-Unis. "Un nouveau Ben Laden menace l'Irak et la Syrie"², titre le journal *La Libre Belgique* pour décrire les événements qui secouent l'Irak au milieu de l'année 2014³. On remarque au travers de ces exemples que : "Le 11 septembre est l'une de ces dates, comme le 14 juillet, qui se suffisent à elles-mêmes tant leur empreinte sur l'imaginaire collectif est profonde"⁴.

Deuxièmement, ce n'est plus seulement la mémoire d'un événement, mais l'héritage du passé national dans son ensemble qui pèse sur les décisions des acteurs politiques. Quel exemple pourrait, mieux que celui de l'Allemagne, illustrer ce second point ? L'Allemagne d'aujourd'hui, qui n'a pourtant plus rien en commun avec l'Allemagne d'Hitler, ne peut pas faire abstraction de son héritage nazi dans la conduite de ses relations avec l'extérieur. C'est ce que rappelle l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl à son successeur Gerard Schröder : "Que cela nous plaise ou non, chaque mot de notre part est perçu avec plus de sensibilité que lorsque d'autres prennent la parole"⁵. Encore aujourd'hui, des individus qui n'ont pas connu la guerre portent le poids de la culpabilité face aux atrocités commises sous le III^e Reich.

1 *The post standard*, 17 juin 2006, cité dans BLIN Arnaud, *11 septembre 2001, la terreur démasquée : entre discours et réalité*, Paris : Cavalier bleu, 2006, p. 5.

2 "Un nouveau Ben Laden menace l'Irak et la Syrie", *La Libre Belgique*, 11 juin 2014, disponible sur www.lalibre.be/.

3 En juin 2014, le groupe armé de l'Etat islamique en Irak et au Levant, rebaptisé Etat islamique, mène des combats en Irak et en Syrie où il proclame le rétablissement du califat sur les territoires qu'il contrôle.

4 BLIN Arnaud, *op. cit.*, p. 6.

5 *Süddeutsche Zeitung*, 11 septembre 1999, cité dans ROSOUX Valérie, "Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation", *op. cit.*, p. 9.

Si ces limites sont valables pour les élites politiques, elles le sont tout autant pour la population. De ce fait, les perceptions du passé qui prévalent dans une société ne sont pas totalement malléables. Il en résulte que la mémoire officielle doit être relativement fidèle à la réalité historique car il est probable que la population soit réticente à faire sienne une vision qui prendrait trop de liberté dans la narration des événements qu'elle a vécus. Les faits passés ne peuvent être purement et simplement oubliés, voire niés. Que du contraire, leurs souvenirs perdurent et se transmettent de génération en génération. Toute mise en scène de l'histoire qui cherche l'adhésion des individus doit donc nécessairement s'appuyer sur le sentiment existant d'une histoire commune si elle ne veut pas s'exposer au risque du réveil plus ou moins brutal des mémoires étouffées. Les exemples de résistances populaires ne manquent pas, principalement dans les régimes dictatoriaux et totalitaires qui ont une forte tendance à manipuler l'histoire en faisant fi de la mémoire des peuples.

La vérité historique souffre cependant certaines adaptations si ces dernières rencontrent les attentes de la population. Des déformations partielles de l'histoire peuvent ainsi remporter l'adhésion de la société. Cela permet notamment de comprendre pourquoi il existe parfois un décalage entre mémoire officielle et mémoire du peuple, pourquoi un même discours peut être tantôt embrassé, tantôt récrié. Tandis qu'aucune voix ne s'élève contre le général de Gaulle qui refuse de reconnaître la responsabilité de la République française dans la rafle du Vélodrome d'Hiver¹ mais l'impute au régime de Vichy, quelques années plus tard, la même attitude adoptée par François Mitterrand génère une vague d'indignation dans l'opinion publique. Dans l'immédiat après-guerre, face à la nécessité de resserrer les liens autour de la reconstruction tant physique que psychique du pays, la Résistance et ses héros sont célébrés dans les discours officiels tandis que les épisodes de la collaboration sont mis entre parenthèses. Mais dans les années 1970, les demandes

1 La rafle du Vélodrome d'Hiver désigne l'arrestation d'environ 13.000 Juifs réalisée à Paris les 16 et 17 juillet 1942. Il s'agit de l'arrestation de Juifs la plus massive en France pendant la Seconde Guerre mondiale.

sociales ont changé. La reconstruction n'est plus à l'ordre du jour. L'heure est au souvenir. Les blessures doivent être pansées. En 1995, Jacques Chirac s'adapte aux attentes de la population et reconnaît la responsabilité de la France dans la rafle du Vel d'Hiv. François Hollande suit la même ligne lorsqu'il prononce son discours, qualifié d'historique, lors des commémorations du septantième anniversaire de la rafle : "Nous sommes rassemblés ce matin pour rappeler l'horreur d'un crime, exprimer le chagrin de ceux qui ont vécu la tragédie, évoquer les heures noires de la collaboration, notre histoire, et donc la responsabilité de la France. (...) Nous sommes ici aussi pour transmettre la mémoire de la Shoah, dont les rafles étaient la première étape, pour mener le combat contre l'oubli (...)".¹ Malgré l'existence de quelques voix discordantes, mémoires officielle et populaire semblent avoir à ce moment retrouvé leur congruence.

Finalement, le poids du passé est parfois aussi propre au porteur de la mémoire lui-même. En effet, le vécu et les souvenirs personnels des hommes politiques influencent leur perception de la réalité et, par conséquent leur conduite politique. L'histoire personnelle du Président français de l'époque, François Mitterrand, a probablement joué un rôle dans la réaction de la France à l'égard de la guerre en Bosnie-Herzégovine. La politique étrangère française dans le conflit, parfois qualifiée de pro-serbe, a souvent été critiquée pour manque de fermeté. Une attitude qui peut se comprendre en partie par la sympathie qu'éprouvait François Mitterrand pour les Serbes, anciens alliés qu'il avait côtoyés dans les camps de prisonniers au cours de la Seconde Guerre mondiale². C'est l'arrivée de Jacques Chirac à la présidence en 1995 qui initie un changement de direction politique vers plus de fermeté.

On remarque toutefois que la légitimité populaire accordée à l'émissaire de la mémoire officielle peut contribuer à faire accepter par la population une version de l'histoire qui prendrait certaines libertés

1 HOLLANDE François, *Discours du Président de la République à l'occasion du 70^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv*, 22 juillet 2012, disponible sur www.elysee.fr/.

2 ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, *op. cit.*, pp. 8-9.

par rapport à la manière dont celle-ci s'est effectivement déroulée. Plusieurs leaders peuvent à ce titre être cités, qu'il s'agisse du général résistant Charles de Gaulle, du représentant de l'*African National Congress* sud-africain, Nelson Mandela, qui prône la paix malgré les souffrances qu'il a lui-même endurées, du chef du mouvement de résistance yougoslave des Partisans, Tito, ou encore du leader de la révolution cubaine, Fidel Castro. Ces derniers ne seraient probablement pas parvenus à transmettre leur interprétation des événements sans la légitimité tirée de leurs faits personnels considérés comme héroïques au sein de leur société.

Les limites ainsi posées permettent donc de relativiser la vision selon laquelle les événements passés seraient uniquement des armes politiques utilisées par les uns pour légitimer leurs préférences par rapport aux autres. Le passé est tout à la fois ressource et contrainte. S'il est dans une certaine mesure possible de "choisir" le passé auquel on fait appel, il ne faut pas oublier qu'il contribue aussi à façonner les décisions et les comportements des élites politiques, mais aussi ceux de l'opinion publique dont il faut tenir compte.

En bref

Autant qu'une ressource, le passé est une contrainte qui pèse sur les conceptions et les actions des représentants politiques. Tout d'abord, certains faits historiques sont si marquants qu'ils constituent un prisme au travers duquel tout nouvel événement est interprété. Ensuite, l'héritage du passé national lui-même en vient parfois à peser sur la conduite politique des décideurs. Finalement, le passé personnel de ces derniers les influence dans leurs décisions.

Ces limites sont non seulement valables pour les leaders politiques, mais également pour la population. Le poids du passé pèse sur la collectivité dans son ensemble. De ce fait, l'instrumentalisation par les acteurs de la sphère politique des interprétations du passé qui prévalent dans une société n'est pas illimitée. Moyennant la satisfaction de certains besoins de la société ou une importante légitimité de l'émissaire de la mémoire officielle, cette dernière peut prendre quelques largesses par rapport à la vérité historique. Sans cela, la population risque fort de s'insurger contre une mémoire officielle qui ne reflète pas suffisamment ce qu'elle a vécu.

CHAPITRE 7 :

Quelles clés pour comprendre les recours politiques au passé ?

Survvalorisation, oblitération, travail des mémoires

Tenant compte de ces limites imposées aux usages de la mémoire, nous pouvons à présent nous interroger de manière plus approfondie sur ce que font les représentants politiques de l'espace de liberté qui leur reste. Comme nous l'avons vu, la référence au passé vise généralement un objectif actuel motivé par un intérêt tout aussi actuel. Elle n'est donc en elle-même ni positive, ni négative mais dépend de sa finalité. D'où l'utilité de se demander quelles sont les différentes finalités que peuvent poursuivre les acteurs politiques¹.

L'objectif ultime poursuivi semble être l'accession ou le maintien du groupe aux sphères du pouvoir. A cette fin les références au passé tendent non seulement à consolider et instrumentaliser les identités du groupe dont les élites cherchent le soutien, mais également à légitimer les préférences et les actions de ce même groupe. Détendant une composante identitaire, ces discours politiques rencontrent nécessairement des résistances et des oppositions de la part d'autres communautés – tant en interne qu'en externe – qui ne se reconnaissent pas dans la façon dont le passé est réinterprété.

De ce constat, on comprend volontiers que la manière dont un acteur va recourir au passé – les événements qu'il va choisir de se remémorer et les mots employés pour les décrire – aura un impact sur la relation existante entre les différentes mémoires et, par conséquent, entre les groupes qui les portent. Se présenter comme victime

1 ROSOUX Valérie, "Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation", *op. cit.*, p. 3.

d'un Autre agresseur ou voir les deux camps comme des frères également meurtris sont deux attitudes radicalement différentes, mais non inoffensives. Les mots sont lourds de sens et de conséquences pour l'avenir.

Il est donc intéressant de se demander, dans les limites imposées par le poids du passé, quel choix du passé les élites politiques peuvent-elles faire ? Quelles sont les différentes attitudes possibles à adopter face aux mémoires antagonistes et quelles sont leurs conséquences sur le vivre-ensemble ? Si ces questions sont valables pour tous, elles sont cruciales pour les communautés qui se sont déchirées et doivent pourtant continuer à coexister. En effet, bien souvent dans ces cas-là : "La question qui se pose n'est pas seulement 'Que s'est-il passé ?', mais aussi – et surtout – 'Que faire avec le passé ?'"¹.

Si l'on se réfère à ce qu'écrit Henry Rousso dans son livre sur le régime de Vichy², il est possible de mettre en avant deux grands types de comportements de la mémoire officielle. Tout d'abord, l'oubli. Une phase de refoulement suivrait l'occurrence d'un traumatisme que le groupe cherche à oublier, à effacer de sa mémoire, afin de pouvoir se reconstruire et continuer à vivre (ensemble) dans le présent. Mais l'amnésie n'est jamais totale et le refoulé revient inévitablement au galop, parfois plusieurs générations plus tard, dans ce qui peut alors conduire à une phase de véritable obsession mémorielle.

La mémoire officielle oscillerait donc entre deux extrêmes allant de l'oubli intégral à la remémoration obsessionnelle des événements du passé. Le temps, loin de cicatriser les blessures, tendrait à les infecter. Mais, pour Paul Ricœur, ces deux attitudes doivent être considérées comme des abus d'une mémoire sciemment manipulée par les détenteurs du pouvoir. Selon lui, entre ces deux antipodes, il existe une troisième posture qu'il appelle le "travail de mémoire"³.

1 ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, op. cit., p.17.

2 ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Paris : Le Seuil, 1987, 382 p.

3 RICCEUR Paul, op. cit., p. 97.

Plutôt que de minimiser ou de survaloriser l'importance des faits passés, les acteurs peuvent s'efforcer de reconnaître le caractère complexe du passé et des interprétations qui en sont faites. C'est au travers des écrits de Valérie Rosoux¹ que nous revenons de manière plus approfondie sur ces trois attitudes : la survalorisation du passé, l'oblitération du passé et le travail des mémoires².

La survalorisation du passé : la mémoire contre l'Autre

De ces trois types de gestion du passé qu'un acteur peut envisager, abordons en premier lieu celui de la survalorisation. Dans cette posture, conformément à ce que nous avons vu, les responsables politiques insistent sur le statut de héros ou de victime du groupe en faisant appel soit au passé glorieux et prestigieux, soit au passé injuste et douloureux, les deux stratégies pouvant aller de pair. La référence au passé participe de la sorte à la construction d'une identité collective et à la différenciation du groupe par rapport aux Autres, parfois perçus comme une menace. Cependant, la virulence de ces revendications identitaires peut être plus ou moins importante selon les cas.

Poussée à l'extrême, cette posture s'avère intrinsèquement conflictuelle puisqu'elle a pour objectif de nier toute altérité, d'opposer le Nous à l'Autre et de présenter cette incompatibilité comme absolue, permanente et irréductible. L'Autre devient un rival à haïr au passé, au présent et à l'avenir. Dans ce contexte, les acteurs adoptent une véritable logique de distanciation dont il n'est pas évident de

-
- 1 L'ensemble des considérations théoriques concernant les trois modes de gestion du passé (survalorisation, oblitération, travail des mémoires) est issu de différents travaux de Valérie Rosoux, à savoir : ROSOUX Valérie, "Le rôle du temps de la politique étrangère", in ROOSENS Claude, ROSOUX Valérie, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy (dir.), *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles : Peter Lang, 2004, pp. 311-326 ; ROSOUX Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales*, *op. cit.* 403 p. ; ROSOUX Valérie, "Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation", *op. cit.*, 14 p. ; ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, *op. cit.*, 22 p. Lorsqu'il en est autrement, il en est explicitement fait mention.
 - 2 Plutôt que du travail de mémoire de Paul Ricoeur, nous parlerons du travail des mémoires afin de bien prendre en compte la pluralité des points de vue sur le passé.

s'extraire tant les deux côtés peuvent en ressortir blessés. Les divergences avec l'Autre sont accentuées, les souvenirs des événements traumatisants sans cesse ravivés et le passé de l'autre peuple se voit radicalement balayé. Les mythes deviennent plus importants que la réalité elle-même, faisant la part belle à la simplification, à la schématisation, à l'exagération et aux inexactitudes. Stéréotypes, préjugés et stigmatisations diverses confortent et alimentent l'image d'un adversaire perçu comme méprisable, sinon haïssable. La haine de l'Autre – et parfois l'appel à la revanche – sont ainsi relayés dans les discours politiques, dans les médias, dans les écoles. Ces représentations antagonistes sont parfois tellement ancrées dans les esprits qu'on parle de haines anciennes, voire ancestrales, qui semblent avoir de tous temps opposé les deux camps. Des mythes – comme ceux qui sacralisent des territoires ou ceux qui évoquent des injustices passées – visent à légitimer les revendications, mais aussi les exactions présentes. Les conflits, bien que contemporains, sont expliqués par des animosités historiques.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens est sans conteste le cas le plus connu de ce type d'exaltation du passé. Les nationalismes des deux camps jouent sur les mêmes cordes pour composer des mélodies que tout oppose. C'est sans doute dans l'interprétation de la création de l'Etat d'Israël en 1948 que réside la plus grande fracture entre les mémoires de ces deux peuples, vécue comme une catastrophe par les Palestiniens et une renaissance, un retour aux sources par les Israéliens. Les recours à cet événement historique sont monnaies courantes tant il a marqué la construction identitaire des deux camps. Mais 1948 est loin d'être le seul fait passé évoqué. Les protagonistes se perçoivent dans un véritable jeu à somme nulle où tout gain de l'un est une perte pour l'autre. A l'image de la création d'Israël, chaque événement fait l'objet d'une interprétation contraire de la part des deux parties : si d'un côté on célèbre la victoire, de l'autre on pleure la défaite, chacun s'érige en victime d'un Autre perçu comme un agresseur, tandis que les héros d'un camp sont bien souvent les bourreaux d'en face.

Autre situation emblématique sur laquelle nous nous attarderons plus longuement : les conflits qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie¹. Là aussi, le passé est évoqué de multiples façons pour servir les intérêts identitaires de ces peuples en crise. Que ce soit en amont ou en aval du conflit, des discours politiques belligères ont contribué à l'escalade de la violence et au maintien des tensions.

Sous Tito, la Yougoslavie communiste s'appuie sur une mémoire officielle valorisant l'unité et la fraternité² et l'héroïsme de la Résistance partisane. Une amnésie collective est imposée, reléguant aux oubliettes les blessures de la Seconde Guerre mondiale causées par les haines inter-ethniques. Pour rappel, durant la guerre, les tensions intercommunautaires, qui s'étaient développées au sein de la Première Yougoslavie, éclatent en conflits violents. Deux guerres civiles parallèles font rage, l'une entre les Croates du régime nazi *oustachi* et les Serbes dont la résistance s'organise au sein du groupe des *tchetniks*, l'autre entre ces derniers et les Partisans de Tito.

Avec la mort de Tito, véritable héros national, l'entente intercommunautaire qui avait prévalu jusqu'alors (permettant même des mariages mixtes) se fragmente peu à peu. Le volcan endormi des mémoires traumatiques refoulées se réveille et les cendres encore chaudes des cadavres de la Seconde Guerre mondiale sont exhumées par les nationalismes ethniques. Mêlant fictions et réalités, chaque communauté se lance dans une entreprise de réappropriation et de réécriture de l'histoire. Le symbolisme historique est fort : drapeaux, hymnes et noms de rues sont modifiés, la langue auparavant commune est dissociée, les livres d'histoire sont réécrits, etc. Les mémoires nationalistes appellent à un retour aux sources, aux

1 Les informations concernant la survalorisation de la mémoire en ex-Yougoslavie couplent les données tirées de ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, *op. cit.*, 22 p. et de GLASSON DESCHAUMES Ghislaine, "Mémoires en excès, mémoires en creux dans les pays de l'ex-Yougoslavie", in ALIGISAKIS MAXIMOS, *Europe et mémoire : une liaison dangereuse*, Genève : Institut européen de l'Université de Genève, 2005, pp. 115-141. Lorsqu'il en est autrement, il en est explicitement fait mention.

2 "Unité et Fraternité" était la devise de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie.

racines, à l'origine, c'est-à-dire à une identité nationale purifiée de toute trace de souvenirs communs.

La nouvelle mémoire serbe va puiser loin dans le passé pour construire son identité ethnique "pure" : le Kosovo est identifié comme le berceau historique de la Nation serbe, la bataille de *Kosovo Polje* de 1389 est érigée en symbole de la lutte ancestrale contre l'ennemi musulman, le *baïdouk* – hors-la-loi sous l'Empire ottoman – fait figure de héros national, ou encore la *guzla* – instrument de musique traditionnelle – est associée à la culture ancestrale serbe. Pourtant, tout comme les *baïdouks* sont présents jusqu'en Grèce, lors de la bataille de *Kosovo Polje*, des Croates, des Hongrois et même des Albanais se battent aux côtés des Serbes, la *guzla* est quant à elle l'instrument balkanique par excellence.

Des faits plus récents, comme la Seconde Guerre mondiale, sont également instrumentalisés. "Les fascistes *oustachis* croates voulaient égorger tous les Serbes"¹, se défend Slobodan Milošević lors de son procès par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie. Les Serbes se vivent en victimes de l'Empire ottoman d'abord, de la Seconde Guerre mondiale ensuite, mais aussi de la Yougoslavie communiste dans laquelle, selon le Mémorandum de l'Académie de Belgrade de 1986, l'influence de la Serbie ne correspond pas à son importance démographique et culturelle. Ce même Mémorandum défend l'idée d'une Grande Serbie qui nécessite que les Serbes se battent pour toutes les terres de Yougoslavie où se trouvent des cimetières serbes.

1 "TPIY : un bilan en demi-teinte", *Le Monde*, 25 mars 2006, disponible sur www.lemonde.fr/.



La Guzla, signe d'héroïsme pour les Serbes et de primitivisme pour les Croates¹.

De l'autre côté, les Croates ne sont pas en reste, confortant les craintes serbes à l'égard d'une réhabilitation de l'Etat Indépendant de Croatie pro-nazi. En effet, la renégociation de la mémoire croate passe par l'emprunt et la réappropriation des symboles du régime *oustachi*. "Des rues portent le nom du ministre oustachi Mile Budak ; la place des 'Victimes du fascisme' devient celle des 'Héros de la Croatie' ; la monnaie nationale, le dinar, est remplacée par la kuna (monnaie frappée en 1942) ; sans parler du retour aux uniformes noirs pour une partie des légionnaires, de la rentrée au pays de nombreux criminels de guerre en exil depuis 1945, ou encore de la vente libre des mémoires de Pavelic [chef de l'Etat indépendant de Croatie] dans les librairies de Zagreb"². En réponse, ils désignent les Serbes par le terme de *Tchetniks*. Un réfugié croate du siège de Vukovar s'exprime en ces termes : "Il y avait 300 à 400 personnes dans l'hôpital (...) lorsque les 'Tchetniks' (...) et l'armée serbo-yougoslave se sont emparés du bâtiment tenu jusqu'à ce jour par les forces croates"³. Tout comme

1 BOUGAREL Xavier, "La 'revanche des campagnes'. Entre réalité sociologique et mythe nationaliste", *Balkanologie*, Vol. 2, n° 1, juillet 1998, disponible sur www.balkanologie.revues.org/.

2 ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, *op. cit.*, p. 12.

3 "Les atrocités dans l'ex-Yougoslavie. Les Nations unies enquêtent sur le 'charnier de Vukovar'. Le témoignage d'Ivan", *Le Monde*, 29 octobre 1992, disponible sur www.le-monde.fr/.

chez les Serbes, les victimes font l'objet de réappropriations à des fins politiques, comme à Vukovar où la ville a longtemps volontairement été entretenue en son état de ruine.

Théories de la conspiration et sens de la victimisation sont constamment mobilisés à des fins guerrières ou nationalistes mettant inévitablement en marche la spirale de la peur et de la haine de l'Autre dont les conséquences sont aujourd'hui bien connues. "On nous racontait que nous devions nous craindre les uns les autres – certains qu'ils devaient craindre un Etat islamiste, d'autres un Etat oustachi"¹. "L'Académie des Sciences, l'Eglise, les universités, les professeurs, et tous ceux du système institutionnel : le gouvernement, les ministres, les politiciens... Tous nous disaient que nous étions en danger, que nous étions haïs, etc. Que pouvait faire un homme ordinaire si ce n'est s'engager volontairement ou attendre d'être enlevé et mobilisé de force ?"². Aujourd'hui, presque vingt ans après la fin de la guerre, les animosités inter-ethniques persistent : "Malheureusement, parfois je parviens à me convaincre que la haine entre les peuples appartient au passé, mais juste après je rencontre quelqu'un qui en est plein. (...) [La haine] est un instrument de manipulation pratique : les émotions, l'hostilité et les blessures sont encore et toujours utilisées pour manipuler les gens (...)"³.

L'oblitération du passé : la mémoire contre Soi

Plutôt que de survaloriser le passé, d'autres choisissent de le passer sous silence. Les détenteurs de la mémoire officielle usent alors, et abusent parfois, d'un oubli concerté et imposé. En effet, au lendemain d'un conflit, les autorités peuvent être tentées d'en effacer toutes les traces et de tirer purement et simplement un trait sur

1 "Duro (Gornji Vakuf) : People are slowly 'sobering up' although some politicians are still 'rattling their sabers'", in FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *op. cit.*, p. 30 (traduit par nous).

2 "Peda (Babunica) : We should look the truth in the eyes", in FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *op. cit.*, p. 78 (traduit par nous).

3 "Predrag (Trebinje) : It's terribly hard to say 'I was wrong'", in FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *op. cit.*, p.51 (traduit par nous).

le passé. L'oblitération trouve souvent sa cause dans des raisons d'ordre interne telles que le maintien de la paix sociale et la recomposition d'une identité nationale blessée. La pratique de l'amnistie – du grec *amnēstia* qui signifie oubli, pardon – participe de cette stratégie, aux dépens de la vérité et de la justice.

Dans une volonté de réconciliation nationale, les tabous de la mémoire touchent le plus souvent les sociétés qui ont été déchirées par d'importantes fractures internes, voire des guerres civiles, dont celle d'Espagne¹ semble être un cas emblématique.

En 1939, après trois ans d'une guerre civile qui laisse l'Espagne exsangue, les nationalistes de Franco l'emportent face aux républicains et établissent une dictature qui durera trente-six ans. Le régime franquiste trouve sa légitimité dans sa victoire militaire, qu'il s'efforce de rappeler dans une mémoire officielle qui célèbre les vainqueurs et leur héroïsme en effaçant les traces de leur violence. Un véritable culte de la personnalité entoure la personne du général Franco, le Siège de l'Alcazar de Tolède est érigé en mythe fondateur, tandis que chaque 1^{er} avril, s'organise un important défilé militaire qui commémore la victoire du régime. Les vaincus sont quant à eux systématiquement stigmatisés et la mémoire républicaine effacée. Tout comme dans le cas yougoslave, les dénominations des rues sont modifiées, des plaques commémoratives et autres monuments sont érigés à la gloire des héros du *Movimiento*.

En 1975, à la mort de Franco, l'Espagne s'engage dans un important processus de démocratisation à laquelle toute la population aspire. Du fait du contexte socio-politique et économique instable et dans un souci d'éviter de nouvelles violences, la classe politique au pouvoir s'entend sur ce qu'on a coutume d'appeler aujourd'hui le "Pacte d'oubli". Le choix d'une transition démocratique pacifique semble

1 Les informations concernant l'oblitération de la mémoire en Espagne couplent les données tirées de ROZENBERG Danielle, "Le 'Pacte d'oubli' de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé", *Politix*, Vol. 2, n° 7, pp. 173-188 ; ROZENBERG Danielle, "Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002)", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 70, 2003, pp. 1-6 ; LEIZAOLA Aitzpea, "La mémoire de la guerre civile espagnole : le poids du silence", *Ethnologie française*, Vol. 37, n° 3, pp. 483-491.

répondre à une aspiration partagée par la majorité des Espagnols et par les forces politiques de droite comme de gauche. En priorité : “L’Espagne démocratique doit, à partir d’aujourd’hui, regarder devant elle, oublier les responsabilités et les faits de la guerre civile, faire abstraction de quarante ans de dictature (...). Un peuple ne peut pas et ne doit pas manquer de mémoire historique mais celle-ci doit contribuer à favoriser l’émergence de projets pacifiques communs et non pas alimenter des rancœurs tournées vers le passé”¹.

Au nom de la réconciliation nationale et du rétablissement de la démocratie, une amnésie officielle, qui met entre parenthèses les années de guerre civile et la dictature de Franco, s’est imposée dans la société espagnole. Plutôt que d’épurer les institutions et d’intenter des actions en justice, les responsables politiques ont posé des actes visant à une égalitarisation des vainqueurs et des vaincus : octroi de grâces, promulgation de plusieurs lois d’amnistie dont la plus importante du 14 juin 1977, mesures de justice réparatrice en faveur des victimes anti-franquistes. Des actes symboliques sont également progressivement accomplis : retrait de la monnaie à l’effigie de Franco, nouvelle modification des noms de rues – l’avenue *Generalísimo Franco* de Madrid est rebaptisée *La Castellana* –, neutralisation des plaques commémoratives, ou encore inauguration d’un monument en hommage “A tous ceux qui ont donné leur vie pour l’Espagne”. La monarchie manifeste la volonté de réconcilier tous les membres de la Nation, ce qui, pour elle, nécessite l’oubli du conflit. L’idée semble largement partagée par le gouvernement, lui qui, dans un communiqué à l’occasion du cinquantième anniversaire du début de la guerre d’Espagne, déclare : “Une guerre civile n’est pas un événement à commémorer, même si ce fut un épisode déterminant dans la trajectoire biographique de ceux qui l’ont vécue et souffert (...)”². En 2001, cette politique de l’oubli est encore assumée par l’ancien Président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, qui réaffirmait sa conviction d’avoir fait le bon choix : “Nous avons décidé de

1 *El País*, 15 octobre 1977, cité dans ROZENBERG Danielle, “Le ‘Pacte d’oubli’ de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé”, *op. cit.*, pp. 177-178.

2 GONZALEZ Felipe, cité dans *Id.*, p. 178.

ne pas parler du passé. Si c'était à refaire, avec les perspectives de ces vingt-cinq ans écoulés depuis la disparition du dictateur, je le referais¹. Depuis, l'Espagne a ouvert un nouveau chapitre de son histoire en entamant un long travail des mémoires, sur lequel nous reviendrons un peu plus loin.

Si la politique de l'oubli est généralement menée au nom de la réconciliation nationale, elle conduit bien souvent à l'illusion de la réconciliation. En effet, toute vérité et toute justice étant déniées, les victimes ne disposent pas de l'espace pour s'exprimer et entamer leur travail de deuil. Les politiques s'exposent donc, à plus ou moins long terme, au risque du réveil des mémoires confisquées et à la probable remise en cause de la loi du silence. De plus, l'objectif de paix sociale poursuivi au plan interne peut engendrer des conséquences au plan externe si les événements rejetés dans l'oubli concernent des conflits de mémoires intercommunautaires car l'oblitération du passé empêche toute tentative de normalisation des relations.

Le travail des mémoires : la mémoire avec l'Autre

Entre les deux extrêmes que sont la survalorisation et l'oblitération du passé, le travail des mémoires est à la recherche d'un juste milieu, d'une juste mémoire. La mémoire du groupe n'est plus considérée comme l'unique valable, mais prend en compte la pluralité des points de vue. Au-delà de la vérité historique stricte, il s'agit de prendre en charge les représentations conflictuelles qui surviennent nécessairement à la suite d'un événement traumatique. Le passé est ainsi considéré dans toute sa complexité et son ambivalence.

A l'inverse de la dynamique de distanciation engendrée par une attitude de survalorisation du passé conflictuel, s'engage alors une dynamique inverse de rapprochement. Sur base de l'idée selon laquelle un avenir commun est non seulement désirable, mais surtout possible, les ennemis d'antan entreprennent une relecture de

1 GONZALEZ Felipe, cité dans *Id.*, p. 183.

leur passé collectif qui les rapproche. L'objectif est de restaurer une certaine confiance mutuelle en prévenant le développement de mémoires antagonistes exclusives les unes des autres. Dans cette optique, les souvenirs du passé conflictuel sont atténués tandis que ceux du passé harmonieux sont accentués, des initiatives sont prises pour reconnaître les souffrances endurées par les adversaires et démontrer une volonté de compréhension des différents vécus. La reconnaissance d'un passé de souffrances communes est généralement à la base du développement de mémoires intégratives.

De la même manière, le travail des mémoires s'oppose au gommage radical des événements du passé imposé par une politique de l'oubli. Loin de refouler les souvenirs, cette démarche consiste à agir sur les perceptions attachées aux faits d'hier, et principalement à relativiser – plutôt qu'étouffer – l'animosité et la rancœur qu'ils ont engendrées. Le sens des événements est alors retravaillé en vue d'ouvrir des zones de coopération et d'écrire un récit commun qui réalise un compromis entre les différentes versions du passé.

Cependant, comme déjà évoqué, la prise en considération de l'ensemble des perspectives n'implique pas une équivalence entre tous les points de vue : au-delà des représentations qui y sont associées, il existe une réalité historique avérée qu'il est impossible de nier. De même, il ne s'agit nullement d'homogénéiser la mémoire et de développer une seule version consensuelle des faits : la reconnaissance de l'expérience de l'Autre ne requiert pas d'y adhérer totalement, certains désaccords pouvant persister.

Ce troisième type de gestion du passé comporte néanmoins certains défis. Tout d'abord, cette attitude appelle un recul critique à l'égard de sa propre expérience et l'obligation d'assumer la responsabilité des épisodes les plus sombres de son histoire, ce qui ne va pas nécessairement de soi. De ce fait, le travail des mémoires doit être perçu comme avantageux par tous les acteurs en présence, sans quoi il n'a aucune chance d'aboutir. C'est la perspective d'un nouvel avenir qui incite les protagonistes à générer une version de l'histoire dans laquelle les différentes interprétations se rejoignent progressivement

ou du moins se respectent. C'est ainsi que dans l'après-guerre, la réconciliation franco-allemande est devenue un objectif politique partagé des dirigeants des deux pays. Elle est l'exemple par excellence du travail des mémoires effectué entre deux anciens opposants, souvent présenté comme une *success-story* dont devraient s'inspirer les autres communautés en conflit. Cependant, on observe qu'un travail des mémoires n'est ni toujours possible, ni toujours désirable. Malgré les appels constants à la réconciliation lancés par les organismes internationaux, il ne s'agit pas d'un remède miracle applicable à tous les conflits de mémoires. Non seulement, le travail des mémoires ne peut s'envisager que lorsque les torts sont partagés entre les deux côtés, victimes et agresseurs faisant partie de chaque camp. Mais surtout, l'opportunité d'un travail des mémoires dépend directement du contexte socio-économique et politique propre à chaque cas. Il n'est pas de modèle standardisé à reproduire comme une panacée. Au contraire, il existe autant de trajectoires dans la transformation des relations intercommunautaires que de conflits en présence.

Un autre exemple de travail des mémoires¹ est celui qu'a entrepris, en Afrique du Sud, Nelson Mandela, qui voulait ainsi panser les traumatismes de l'Apartheid². Malgré son long emprisonnement et les souffrances endurées, l'ancien leader de l'*African National Congress* s'est refusé à tout acte de vengeance, s'efforçant au contraire à poursuivre un objectif de réconciliation en multipliant les gestes symboliques d'ouverture à l'égard de ses anciens adversaires. C'est ainsi qu'il a invité pour le thé le magistrat blanc qui l'avait condamné à perpétuité trente ans auparavant. Il a également soutenu l'équipe de rugby sud-africaine – symbole du nationalisme *afrikaner* – en revêtant son maillot lors de la finale de la coupe du monde en 1995.

1 Les informations concernant le travail des mémoires en Afrique du Sud sont issues de BUCAILLE Laetitia, "Vérité et réconciliation en Afrique du Sud", *Politique étrangère*, n° 2, 2007, pp. 313-325. Lorsqu'il en est autrement, il en est explicitement fait mention.

2 L'Apartheid désigne la politique de ségrégation raciale conduite en Afrique du Sud par la minorité blanche à l'encontre de la majorité noire de 1948 à 1991. En 1973, les Nations unies érigent en crime contre l'humanité le crime d'apartheid, c'est-à-dire l'institutionnalisation de politiques de ségrégation et de discrimination raciales et les actes inhumains commis en vue d'imposer la domination d'un groupe racial sur un autre.

La légitimité que lui conférait son vécu personnel lui a permis d'insuffler cette ligne de conduite dans la transition sud-africaine et de convaincre du bien fondé de la réconciliation. Rompant avec la séparation raciale en vigueur sous le régime de l'Apartheid, le nouveau pouvoir œuvre à une transition démocratique pacifique qui met au centre de son projet politique le respect des droits de l'Homme et la promotion d'une Nation arc-en-ciel. Cette main tendue en direction des ennemis d'antan et des bénéficiaires de l'Apartheid permet d'éviter d'entrer dans un cycle de vengeance où les agresseurs d'hier deviennent les victimes d'aujourd'hui. Mais le passé n'est pas non plus dénié. Selon Nelson Mandela, il s'agit de "se souvenir du terrible passé de façon à pouvoir le gérer, pardonner quand le pardon est nécessaire, mais ne jamais oublier"¹. Ce projet d'une Nation multiculturelle et intégrée constitue l'objectif à atteindre qui motive l'élaboration d'un récit commun.

C'est dans cette optique que la Commission de Vérité et Réconciliation – symbole de la réconciliation sud-africaine – est créée. Elle vise notamment à rétablir des liens entre victimes et agresseurs. Au travers d'une amnistie individuelle conditionnée à l'exposé de la vérité, les auteurs de faits sont incités à assumer leur part de responsabilité dans les exactions commises. Cela permet, entre autres, l'établissement d'une certaine forme de vérité et de justice qui facilite le travail de deuil des victimes, tant noires que blanches. Ces dernières se voient également offrir un espace de reconnaissance et d'expression, le libre exposé de leurs souffrances bénéficiant en retour d'une écoute respectueuse et empathique. Mais si les coupables sont incités à exprimer des remords, les victimes sont quant à elles invitées à leur pardonner ou du moins, à faire preuve de compréhension à leur égard. Les interprétations plurielles du passé trouvent donc au sein de la Commission un lieu d'expression et de reconnaissance.

Si la réconciliation sud-africaine est souvent montrée comme un modèle à imiter, il est une nouvelle fois nécessaire d'insister sur le caractère imparfait et incomplet de toute forme de transition.

1 "Pardonne, mais n'oublie pas", *Le Monde*, 7 août 1999, disponible sur www.lemonde.fr/.

Imparfait car un travail des mémoires n'est jamais un pur succès ni un pur échec. Il se fait entre des pas en avant et des pas en arrière tant au niveau individuel que collectif. Cette forme de transition s'avère également incomplète car il est impossible de traiter l'ensemble des griefs allégués aux uns et aux autres. Entre inclusion et exclusion, il faudra dès lors toujours trouver un équilibre réaliste à plusieurs questions, chaque réponse entraînant des conséquences pragmatiques, rien qu'en termes de ressources disponibles par exemple. Jusqu'où le travail des mémoires doit-il remonter dans le temps ? Qui sont les victimes ? Doit-on leur accorder une réparation ou une indemnisation ? De quel type ? Quels mécanismes peuvent-êtr mis en oeuvre pour aider au travail des mémoires ? Ce sont principalement des contraintes politiques, mais aussi économiques et temporelles qui détermineront le type de réponse apporté.

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Si cette classification des modes de gestion du passé (survalorisation, oblitération et travail des mémoires) offre une grille de lecture qui aide à décoder les messages politiques, la réalité est dans les faits bien plus complexe. Il semble donc nécessaire d'y apporter quelques éclaircissements supplémentaires.

Tout d'abord, de la même façon que la mémoire n'est pas immuable, les modes de gestion du passé ne sont pas figés une fois pour toute. Chaque communauté, voire chaque individu, poursuit sa propre trajectoire quant à la gestion de son passé douloureux. De l'oblitération à la survalorisation du passé, de la survalorisation au travail des mémoires ou encore de l'oblitération au travail des mémoires, tous les chemins sont possibles.

Depuis le milieu des années 1990, par exemple, le "Pacte d'oubli" est dénoncé au sein d'une société espagnole dont les aspirations ont changé. L'heure n'est plus à la transition démocratique pacifique. La démocratie est amplement acquise et autorise l'expression des divergences de vues. Les anciennes victimes du franquisme entrent dans le jeu politique et contestent un modèle de réconciliation nationale

illusoire fondé sur le silence et l'absence de justice : "En fondant la réconciliation sur l'oubli, les partis de gauche ont commis non seulement une grave erreur politique, mais aussi une grande injustice à l'égard des vaincus de la guerre civile et des anti-franquistes. Leur lutte pour la démocratie a été occultée, et aujourd'hui ils meurent les uns après les autres sans que le pays leur ait rendu l'hommage qu'ils méritent (...). L'oubli a été non seulement une grande injustice, mais aussi une grave erreur politique aux coûts très élevés"¹.

Leurs revendications se retrouvent aujourd'hui placées à l'agenda politique, tandis que la mémoire officielle s'adapte aux nouvelles demandes sociales. Le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, pourtant issu de la même formation politique que Felipe Gonzalez qui affirmait quelques années auparavant sa conviction d'avoir fait le juste choix, entreprend des initiatives en vue d'honorer la mémoire des vaincus et de se lancer sur la voie d'un contre-modèle de réconciliation basé sur un travail des mémoires. Les commémorations organisées à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre d'Espagne sont notamment le lieu d'expression de cette nouvelle mémoire officielle. En 1996, les grands quotidiens nationaux entament la sortie du silence en publiant des numéros spéciaux sur la guerre, tandis que les années 2000 voient les déclarations d'intention et autres actes symboliques se multiplier : le 20 novembre 2002, face aux pressions de l'opposition, le parlement espagnol a adopté à l'unanimité une déclaration historique condamnant le coup d'Etat du 18 juillet 1936 (il est intéressant de noter le symbole de la date, ce désaveu officiel du franquisme ayant lieu le jour de l'anniversaire de la mort de l'ancien dictateur) ; en 2004, les cérémonies pour la fête nationale du 12 octobre sont organisées en présence d'anciens combattants de chaque camp ; l'année 2006 est officiellement désignée par le gouvernement espagnol comme l'année de la mémoire historique ; etc. Cependant, malgré la volonté affichée de panser le passé douloureux, l'Espagne reste un pays aux mémoires blessées. La route vers la réconciliation ne fait que commencer.

1 NAVARRO Vincenç cité dans ROZENBERG Danielle, "Le 'Pacte d'oubli' de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé", *op. cit.*, p. 75.

Outre la singularité de chaque trajectoire mémorielle, il est aussi important de noter qu'une société n'est pas monolithe. Même au sein d'une communauté unifiée, au niveau national par exemple, des attitudes différentes peuvent coexister.

En Bosnie-Herzégovine, si aujourd'hui encore, chaque communauté a davantage tendance à survaloriser le passé conflictuel, au sein de chaque groupe ethnique néanmoins, des voix s'élèvent pour appeler à un travail des mémoires. Un Bosnien, qui préfère garder l'anonymat, témoigne : "La réconciliation demande de prendre conscience de 'notre' rôle négatif et de 'leur' rôle positif. C'est accepter que les 'nôtres' ont également fait de mauvaises choses, qu'ils ont aussi commis des crimes et que nous avons des choses à nous reprocher. Chaque individu doit réaliser cela et le dire ouvertement. (...) Les membres de chaque communauté doivent être conscients que des mères, des épouses et des sœurs ont aussi porté le noir dans l'autre camp"¹. Des organisations non gouvernementales, notamment, relayent ces idées au sein de la population. C'est ainsi que l'une d'entre elles, le *Centre for Nonviolent Action*, décrit ses objectifs sur son site Internet : "La gestion du passé dans la région de l'ex-Yougoslavie est au centre de nos intérêts. Selon nous, ce processus multi-niveau et complexe demande entre autres : un travail de déconstruction des images de l'Autre ennemi ; l'instauration de la confiance entre les individus de la région et la création d'une culture inclusive du souvenir ; la promotion et le développement de politiques publiques de gestion du passé ; la déconstruction des piliers idéologiques de la violence que sont le nationalisme, le militarisme et le patriarcat"².

Mais ces voix ne viennent pas que d'"en bas". Depuis quelques années, poussées par un objectif commun d'adhésion à l'Union européenne, certaines élites politiques se sont excusées publiquement au nom des leurs pour les souffrances infligées. En septembre 2003, les

1 "M. (Karlovac) : We have things to be ashamed of", in FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *op. cit.*, p. 150 (traduit par nous).

2 "About us. CNA-Centre for Nonviolent Action", date inconnue, disponible sur www.nenasilje.org/ (traduit par nous).

présidents de Croatie et de Serbie-Monténégro se sont par exemple présentés des excuses mutuelles : “Nous ne voulons pas et n’acceptons pas de vivre dans le passé, mais dans un avenir européen commun. Nous sommes tous empreints d’émotions et de préjugés qui parfois empêchent d’avoir un raisonnement rationnel. En tant que Président de notre Union, au nom du passé que nous ne pouvons pas oublier, j’aimerais exprimer mes excuses pour tous les crimes commis par tout citoyen de l’Union de Serbie et Monténégro envers qui que ce soit en Croatie”¹, a déclaré Svetozar Marović lors de la visite de son homologue Stipe Mesić à Belgrade. Ce dernier a alors conclu son discours de la manière suivante : “J’accepte ces excuses symboliques et je présente les miennes à tous ceux auxquels les citoyens de Croatie ont infligé des souffrances et des pertes en abusant de leur fonction ou de la loi, à n’importe quel moment que ce soit”².

Le cas de l’ex-Yougoslavie nous permet finalement de rebondir sur une dernière nuance : contrairement à ce que cet exemple peut laisser croire, le type de gestion du passé adopté peut différer d’un camp à l’autre. Les anciens adversaires n’optent pas toujours en miroir pour la survalorisation du passé, son oubli ou un travail des mémoires. L’un peut choisir la survalorisation et l’autre, le travail des mémoires, ou tandis que l’un opte pour l’oubli, l’autre peut choisir la survalorisation. De fait, deux mois plus tard, en novembre 2003, le Président de Serbie-Monténégro a présenté les mêmes excuses à la Bosnie-Herzégovine que celles qu’il avait adressées à la Croatie. Mais les autorités de Sarajevo n’ont pas répondu pour autant par des excuses réciproques arguant le manque de position officielle sur ce sujet : “Il faudrait à la Bosnie trois Willy Brandt pour que des excuses aient un sens. Un seul ne peut représenter les trois peuples”³. Or, cela ne semble pas encore d’actualité.

1 “Balkans : le temps des excuses”, *Le courrier des Balkans*, 20 novembre 2003, disponible sur www.balkans.courriers.info/.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.* Il est intéressant de noter l’analogie historique utilisée dans cet article, Willy Brandt étant le premier chancelier allemand à s’agenouiller devant le Mémorial du Ghetto de Varsovie en décembre 1970. Ce geste symbolique fort est un premier pas posé vers la réconciliation entre l’Allemagne et ses voisins de l’Est après la Seconde Guerre mondiale.

Quelles conséquences en termes de vivre-ensemble ?

Si parfois, lorsque les politiciens se réfèrent au passé, il s'agit bien d'une stratégie de manipulation pour répondre aux impératifs politiques présents, le choix des pouvoirs publics d'opter pour l'un ou l'autre mode de gestion du passé n'est pas toujours conscient. De même que l'individu ne choisit pas consciemment les contours de sa mémoire personnelle, il convient de ne pas surestimer le recours instrumental au passé de la part des élites politiques. Cependant, il est tout aussi essentiel de ne pas ignorer les conséquences que les usages du passé peuvent avoir en termes de vivre-ensemble entre des communautés mutuellement blessées. En effet, à la suite de cette réflexion, il apparaît clairement que la survalorisation du passé, son oblitération ou le travail des mémoires jouent un rôle totalement différent dans les relations que les groupes entretiennent entre eux. Face à des discours politiques, il est donc important de garder en tête la complexité de ce fond mémoriel, tout en étant conscient des conséquences que son instrumentalisation peut causer.

En ce qui concerne la survalorisation du passé, ses impacts peuvent sans aucun conteste être qualifiés de belligènes. Seule la mémoire du groupe d'appartenance est considérée comme valide, le vécu de l'adversaire étant totalement dénié. Le Nous et l'Autre s'opposent en tout point. En amont du conflit, la survalorisation du passé contribue bien souvent à l'escalade de la violence tandis qu'en aval, elle participe au maintien du sentiment d'insécurité de chaque partie, ce qui peut, à terme, conduire à une résurgence de la violence.

L'oblitération du passé, quant à elle, permet dans certains cas de répondre à un besoin interne de paix sociale. Cependant, cette attitude engendre deux conséquences, l'une sur le plan intérieur, l'autre sur le plan extérieur. Premièrement, si l'amnésie totale ou partielle est un trouble de la mémoire qui peut toucher un individu, elle n'affecte jamais un groupe dans son ensemble. Les traumatismes sont occultés, refoulés, mais pas oubliés. Les blessures ne sont pas soignées. La plaie est dès lors susceptible de se rouvrir à tout moment, voire de s'infecter. En d'autres mots, refuser de regarder le passé en face

ne permet pas de régler les problèmes, mais contribue seulement à les postposer. Tôt ou tard, les mémoires endormies risquent de se réveiller. La communauté devra donc y faire face. Deuxièmement, si les tentatives d'effacement des événements douloureux permettent de rencontrer des objectifs internes en termes de paix sociale, sur le plan des relations que cette communauté entretient avec l'extérieur, elle est souvent source de malentendus. De fait, en refusant de faire face à son passé, le groupe risque de blesser les sensibilités d'autres communautés qui auraient été affectées de près ou de loin par ce passé caché. Notamment, les victimes d'hier ne verront pas leurs blessures apaisées tant que la vérité n'aura pas été mise à jour et que justice n'aura pas été faite. Or, cela semble impossible tant que les dirigeants tentent d'effacer le passé. La normalisation des rapports s'en trouve entravée car l'attitude d'oubli intérieur empêche la prise en compte des autres mémoires à l'égard du passé traumatique.

Finalement, le travail des mémoires semble plus à même de conduire à une politique de rapprochement et de normalisation des relations conflictuelles. En faisant progressivement évoluer le regard posé sur le passé vers l'écriture d'un récit commun, le travail des mémoires participe davantage à une résolution durable des conflits. Il en est une condition nécessaire, bien que non suffisante. De manière générale, il doit s'envisager comme une partie prenante aux processus de paix et de démocratisation d'une société. Ce travail étant tout aussi vital que les besoins de stabilité économique et politique, de sécurité ou encore de justice.

Au vu de ces conclusions en termes de vivre-ensemble, il est facile de conclure que l'attitude la plus constructive repose sur le travail des mémoires. Bon nombre d'organisations internationales, Organisation des Nations unies et Union européenne en tête, semblent d'ailleurs d'accord sur ce point, en témoignent les fréquents et insistants appels à la réconciliation auprès des sociétés post-conflits. Cette dernière est même présentée comme une précondition à l'adhésion des pays d'ex-Yougoslavie à l'Union européenne auprès des sociétés post-conflits. Cependant, en ce qui nous concerne, il nous semble essentiel d'éviter tout jugement normatif quant aux modes de gestion du passé adoptés

par les Etats. Le passé peut parfois se révéler tellement pesant pour une société qu'il lui devient extrêmement difficile de s'en déprendre. Il s'agit alors bien souvent de références au passé qui revêtent un caractère inconscient. Toutes autres, bien évidemment, sont les manipulations de l'histoire qui véhiculent volontairement des appels à la haine et à la violence.

En bref

De manière schématisée, la mémoire officielle peut adopter trois attitudes à l'égard du passé douloureux : la survalorisation du passé, l'oblitération du passé ou le travail des mémoires. Loin de tout regard normatif à leur égard, ces modes de gestion du passé n'en ont pas moins des conséquences importantes sur le vivre-ensemble.

Dans le cadre de la survalorisation du passé, les responsables politiques adoptent une logique de distanciation vis-à-vis de l'Autre. Cette dernière s'enracine dans des mythes qui accentuent les divergences avec l'Autre, dénie son passé et ravivent les souvenirs des événements traumatiques. Bien souvent, cette posture vise à renforcer l'identité collective de la communauté afin de légitimer ses revendications (voire ses exactions) et de s'assurer le soutien de la population, prête à tout pour préserver son identité perçue comme menacée. Intrinsèquement belligère, la survalorisation du passé peut conduire à l'escalade de la violence.

Plutôt que de s'apesantir sur le passé, d'autres décident de l'oblitérer. Grands oubliés de la mémoire officielle, les traumatismes d'hier sont alors passés sous silence. Des raisons internes de paix sociale et de réconciliation nationale motivent généralement cette attitude. Mais loin de régler les différends, l'oubli ne fait que les postposer. Les victimes d'antan finissent toujours par sortir de leur mutisme pour demander que la vérité soit tirée au clair et que justice soit faite. De plus, les tentatives d'effacement des événements douloureux peuvent empêcher la normalisation des rapports avec les autres communautés qui auraient été affectées par ce passé caché.

Finalement, entre ces deux extrêmes, le travail des mémoires est à la recherche d'une juste mémoire qui prend en compte la pluralité des points de vue. S'entame alors une dynamique de rapprochement. Les souvenirs du passé conflictuel sont apaisés et ceux du passé harmonieux mis en avant, les souffrances et le passé de l'Autre sont reconnus. Le sens des événements est retravaillé en vue d'ouvrir des zones de coopération, de restaurer une confiance mutuelle et d'écrire un récit commun qui réalise un compromis entre les différentes interprétations du passé. Le travail des mémoires semble plus à même de conduire à la normalisation des relations entre anciens adversaires et à la résolution durable des conflits. Cependant, il comporte certains défis car seul un travail des mémoires perçu comme avantageux par l'ensemble des protagonistes a des chances d'aboutir. De même, l'opportunité d'un tel travail dépend directement du contexte socio-économique et politique propre à chaque cas.

Pour bien prendre en compte la complexité de ces trois modes de gestion du passé, certaines clarifications supplémentaires peuvent s'avérer utiles. Tout d'abord, il est important de noter qu'il n'existe pas une seule trajectoire quant à la gestion du passé douloureux, chaque communauté, voire chaque individu, poursuivant sa propre route mémorielle. De plus, il est essentiel de remarquer que, même au sein d'une communauté unifiée des attitudes différentes peuvent coexister. Finalement, le type de gestion du passé peut différer d'un camp à l'autre.

Conclusion

Au travers de la mémoire, le passé et ses usages politiques ont été au cœur de notre réflexion. Il nous reste à présent à répondre à une dernière interrogation. En quoi ces discussions sur le passé nous intéressent-elles aujourd'hui, nous, citoyens et en quoi nous pencher sur ces questions peut-il nous être utile ?

Si le passé nous est accessible dans le présent, c'est grâce à notre mémoire. C'est grâce à elle que nous nous souvenons des faits passés. La mémoire humaine, cependant, n'est pas une mémoire informatique. Il lui est impossible de tout retenir comme il lui est impossible de tout raconter. Elle est par nature sélective, c'est-à-dire qu'elle sélectionne ce qui doit être mémorisé, mais aussi ce qui doit être oublié. Ce choix opéré entre l'utile et l'accessoire est non seulement subjectif, mais aussi fonction des considérations contemporaines. C'est ce travail de reconfiguration constante du passé qui rend les manipulations de la mémoire possibles, car lorsqu'on fait appel à la mémoire, seuls les événements qui font sens au présent – ceux qui permettent de répondre aux intérêts actuels – sont révélés, tandis que les autres sont écartés. C'est pourquoi, s'intéresser aux recours à l'histoire, c'est aussi essayer de comprendre les enjeux contemporains de la société.

De fait, c'est bien en fonction de leur agenda présent que les acteurs de la sphère publique évoquent le passé. Analyser pourquoi et comment tel leader politique fait référence à tel événement historique permet ainsi de déceler les objectifs qu'il poursuit, mais aussi – et peut-être surtout – les valeurs qu'il défend.

La légitimation est certainement le but principal poursuivi par les représentants politiques qui ont recours au passé. En fonction des cas, cette légitimité est recherchée en interne, au sein même de la communauté dont la mémoire est instrumentalisée, ou en externe, dans les relations entretenues avec d'autres groupes.

Rappelons-le, mémoire et identité sont intimement liées. La mémoire – individuelle ou collective – est constitutive de l'identité – individuelle ou collective. Or, l'identité définit la singularité de l'être. Toucher à son identité, c'est toucher à une corde très sensible. Dans ce cas, ce n'est plus la rationalité qui s'exprime, mais les émotions qui prennent le dessus.

Sur le plan intracommunautaire, les recours au passé et à la mémoire participent de la sorte à la fondation et au maintien de l'identité du groupe. On en appelle aux expériences communes – heureuses ou malheureuses –, aux valeurs et aux attentes partagées pour renforcer l'identité collective et démontrer que l'on est membre de la même communauté. En agissant de la sorte, les leaders politiques visent un premier objectif, celui de s'ériger en représentants légitimes du groupe. Dans un second temps, c'est le soutien, voire la mobilisation, du groupe en question qui est recherché. Les citoyens sont incités à agir pour défendre la cause commune, que ce soit par le biais des élections, d'un référendum, d'une participation à une manifestation, d'une signature à une pétition ou, dans un autre registre, dans la conduite d'attentats, voire d'une guerre, par exemple. Parce qu'elle joue sur l'affectivité des individus, l'instrumentalisation de la mémoire s'avère à ce titre être une arme politique puissante qui permet d'affronter ses adversaires dans l'arène publique. Les partis d'extrême droite notamment – mais pas exclusivement – parce qu'ils revêtent une dimension identitaire forte, n'hésitent pas à recourir à ce genre de stratégie. Finalement, lorsqu'ils atteignent le pouvoir, les élus peuvent en retour aposer leur plume à l'écriture de la mémoire officielle. Ils contribuent ainsi à modeler les identités et les valeurs qui font sens dans la société grâce aux véritables politiques de la mémoire que sont l'édification de monuments, la préservation du patrimoine, ou encore l'élaboration des programmes scolaires. En d'autres mots, la compétition politique pour le pouvoir peut être vue comme une lutte par la mémoire, pour la mémoire.

Légitimation et soutien, cette fois sur le plan extracommunautaire, sont également les objectifs poursuivis lorsque les messages envoyés

par les références au passé s'adressent à l'extérieur. C'est parce que nous avons été victimes d'une injustice dans le passé qu'aujourd'hui nous demandons réparation. C'est parce que nos ancêtres ont vécu sur cette terre qu'aujourd'hui nous la réclamons. Mais aussi, c'est parce que nous partageons une amitié de longue date qu'aujourd'hui nous vous demandons de l'aide. En cas de conflits, c'est l'appui de la communauté internationale dans son ensemble qui est parfois ainsi recherché.

S'intéresser aux utilisations politiques de la mémoire permet de la sorte de mieux comprendre les tenants et aboutissants des conflits internationaux qui font la une des journaux. Comme nous avons pu le souligner, en effet, il existe autant de mémoires que de groupes, voire d'individus. Il n'y a donc pas une mémoire, mais des mémoires. Ces mémoires sont chacune porteuses d'une représentation du passé qui leur est propre. Ces images se côtoient et se rencontrent, s'influencent et s'entremêlent, se confrontent et s'entrechoquent dans un même espace. La multiplicité des mémoires, dont certaines s'opposent ou se contredisent, induit donc nécessairement des conflits, plus ou moins violents, chacune cherchant à faire entendre sa voix, voire à l'imposer.

Les conflits violents qui font intervenir des identités fortes sont certainement les plus visibles dans la sphère publique, étant donné notamment leur médiatisation. Ce sont également ceux qui génèrent les mémoires les plus rigides, du fait de l'importance des traumatismes endurés. Dans ces cas, les recours à l'histoire sont particulièrement fréquents. Afin de légitimer les revendications et les actions du groupe, le passé – et principalement le passé douloureux – est survalorisé. Le Nous et l'Autre sont perçus comme deux entités qui s'opposent de tout temps, en tous points. Les acteurs politiques qui adoptent cette dynamique entrent alors dans une logique de distanciation à l'égard de l'adversaire, ce qui risque de contribuer au renforcement et à la cristallisation des tensions, voire à l'escalade de la violence. Cependant, si les anciens ennemis en viennent à partager un même objectif suffisamment important pour chacun d'entre eux, il se peut que les recours au passé évoluent vers une dynamique

de rapprochement et de construction d'un récit commun. Parfois longtemps étouffés, les conflits de mémoire finissent tôt ou tard par resurgir, laissant le choix aux anciens adversaires d'opter pour l'un ou l'autre de ces modes de gestion du passé. C'est donc à nouveau le contexte et les objectifs poursuivis au présent qui déterminent la manière dont le passé est utilisé.

Face aux utilisations politiques de la mémoire, rappelons une dernière fois que le passé est autant une ressource qu'une contrainte. Il se peut parfois que les acteurs aient recours à lui de façon tout à fait inconsciente. Qu'ils soient conscients ou non de leur posture, les conséquences en termes de vivre-ensemble des usages du passé sont les mêmes. Cependant, il convient sans doute d'adopter des attitudes différentes à leur égard. En effet, la survalorisation inconsciente des événements douloureux du passé est certainement le signe d'un important traumatisme subi. Qui sommes-nous donc pour juger la méthode de celui qui a vécu l'impensable ? Faire la paix avec son passé n'est pas chose aisée. Il s'agit avant tout d'un processus intimement personnel qui ne peut être ni imposé, ni évalué de l'extérieur. Plutôt que d'exiger une réconciliation qui n'a aucune chance d'aboutir si elle n'est pas soutenue de l'intérieur, il convient probablement davantage d'entreprendre des démarches qui permettront aux victimes de mettre du baume sur leurs blessures : aide à la reconstruction économique, au maintien de la sécurité, à la recherche de la vérité et des responsabilités, à la recherche de la justice, reconnaissance des victimes et de leurs vécus, etc. Des initiatives d'éducation à la paix, suggérées sans être imposées, peuvent également permettre aux membres des différentes communautés en conflit d'entrevoir d'autres possibles et donner la possibilité, à ceux qui se sentent prêts, de sortir du cycle de la violence. Par ailleurs, il convient évidemment de dénoncer les manipulations abusives du passé qui en appellent consciemment à la haine et à la violence et qui ne servent que les intérêts et la soif de pouvoir de celui qui en a l'usage.

Il est finalement important de souligner que le principal travers des usages de la mémoire consiste en leur caractère généralisant et

simplificateur. Si la schématisation rend clair et rapide le message que l'on cherche à transmettre, elle écarte la complexité intrinsèque de la mémoire qui est tout à la fois individuelle et collective, plurielle, contextuelle et potentiellement conflictuelle. Lorsqu'on est confronté à une utilisation politique, mais aussi médiatique, du passé, il convient donc de rester critique et de lire entre les lignes. Pour ce faire, il peut être intéressant de se poser plusieurs questions. Qui fait référence au passé ? Pourquoi ? Quel est son message ? Quel est l'objectif qu'il poursuit ? Quelles sont les valeurs qu'il transmet ? Et puisque la mémoire n'est toujours que le reflet de la réalité, peut-être est-il intéressant de croiser les sources pour tenter de répondre à la question : "Que s'est-il réellement passé, quelle est la vérité historique ?".

Un conseil s'impose donc en guise de conclusion. La mémoire est un phénomène complexe. Lorsqu'il en est fait usage, aiguïsons notre esprit critique ! Sachons ouvrir l'œil ! Ne tombons pas dans ses pièges !

Bibliographie

- ALIGISAKIS MAXIMOS, *Europe et mémoire : une liaison dangereuse*, Genève : Institut européen de l'Université de Genève, 2005, 145 p.
- BLIN Arnaud, *11 septembre 2001, la terreur démasquée : entre discours et réalité*, Paris : Cavalier bleu, 2006, 160 p.
- BOUGAREL Xavier, "La 'revanche des campagnes'. Entre réalité sociologique et mythe nationaliste", *Balkanologie*, Vol. II, n° 1, juillet 1998, disponible sur www.balkanologie.revues.org/.
- BUCAILLE Laetitia, "Vérité et réconciliation en Afrique du Sud", *Politique étrangère*, n° 2, 2007, pp. 313-325.
- DE WILDE Tanguy et SPETSCHINSKI Laetitia (dir.), *Les relations entre l'Union européenne et la Russie*, Louvain-la-Neuve : Institut d'études européennes, 2000, 270 p.
- DOSSE Françoise, "Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire", *Raison présente*, n° 128, 1998, pp. 5-24.
- ERLL Astrid, ANSGAR Nünning (dir.), *A companion to cultural memory studies*, Berlin : De Gruyter, 2010, 441 p.
- FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES, "Objectifs et thématiques", date inconnue, disponible sur www.commemorer14-18.be/.
- FRANOVIC Ivana, RILL Helena (dir.), *I cannot feel good if my neighbor does not*, Belgrade/Sarajevo : Center for Nonviolent Action, 2009, 258 p.
- GLASSON DESCHAUMES Ghislaine, "Mémoires en excès, mémoires en creux dans les pays de l'ex-Yougoslavie", in ALIGISAKIS MAXIMOS, *Europe et mémoire : une liaison dangereuse*, Genève : Institut européen de l'Université de Genève, 2005, pp. 115-141.
- HABERMAS Jürgen, *Ecrits politiques. Culture, droit, histoire*, Paris : Cerf, 1990, 263 p.
- HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997, 304 p.
- HARTOG François, *Régime d'historicité. Présentéisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil, 2003, 257 p.

- HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001, 206 p.
- HARTOG François, REVEL Jacques, "Notes de conjoncture historiographique", in HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001, pp. 14-24.
- HOBBSAWM Eric, *On history*, New-York : New Press, 1997, 305 p.
- HOBBSAWM Eric, RANGER Terence (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 320 p.
- HOLLANDE François, *Discours du Président de la République à l'occasion du 70^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv*, 22 juillet 2012, disponible sur www.elysee.fr/.
- KOPOSTOV Nikolay, "Le débat russe sur les lois mémorielles", *Le débat*, Vol. 1, n° 58, 2010, pp. 50-59.
- LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 1994, 319 p.
- LAVABRE Marie-Claire, "Usages du passé, usages de la mémoire", *Revue française de science politique*, n° 3, Vol. 44, 1994, pp. 480-493.
- LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris : Gallimard, 1988, 406 p.
- LEIZAOLA Aitzpea, "La mémoire de la guerre civile espagnole : le poids du silence", *Ethnologie française*, Vol. 37, n° 3, pp. 483-491.
- LEVI Giovanni, "Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire", in HARTOG François, REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001, pp. 26-37.
- LICATA Laurent, KLEIN Olivier, "Regards croisés sur un passé commun : anciens colonisés et anciens coloniaux face à l'action belge au Congo", in SANCHEZ-MAZAS Margarita, LICATA Laurent (dir.), *L'Autre : regards psychosociaux*, Saint-Martin d'Hères : Presses universitaires de Grenoble, 2005, pp. 241-277.
- MEYER Erik, "Memory and Politics", in ERLI Astrid, ANSGAR Nünning (dir.), *A companion to cultural memory studies*, Berlin : De Gruyter, 2010, pp. 173-180.
- NAMER Gérard, *Mémoire et Société*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1987, 242 p.

- NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire I*, Paris : Gallimard, 1997, 1642 p.
- NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire III*, Paris : Gallimard, 1992, 1040 p.
- NORA Pierre, "Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux", in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire I*, Paris : Gallimard, 1997, pp. 23-43.
- NORA Pierre, "L'ère de la commémoration", in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire III*, Paris : Gallimard, 1992, pp. 978-1012.
- NOUHAUD Michel, *L'utilisation de l'histoire par les orateurs attiques*, Paris : Les Belles Lettres, 1982, 406 p.
- OLICK Jeffrey K., ROBBINS Joyce, "Social Memory Studies : From 'Collective Memory' to Historical Sociology of Mnemonic Practices", *Annual Review of Sociology*, n° 24, 1998, pp. 105-140.
- RICCEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Le Seuil, 2000, 689 p.
- ROOSENS Claude, ROSOUX Valérie, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy (dir.), *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles : Peter Lang, 2004, 457 p.
- ROZENBERG Danièle, "Le 'Pacte d'oubli' de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé", *Politix*, Vol. II, n° 47, pp. 173-188.
- ROZENBERG Danièle, "Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002)", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 70, 2003, pp. 1-6.
- ROSOUX Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales*, Bruxelles : Académia Bruylant, 1998, 403 p.
- ROSOUX Valérie, "Le rôle de la mémoire en politique étrangère. Essai de théorisation", in DE WILDE Tanguy et SPETSCHINSKI Leatitia (dir.), *Les relations entre l'Union européenne et la Russie*, Louvain-la-Neuve : Institut d'études européennes, 2000, disponible sur www.uclouvain.be/, 14 p.
- ROSOUX Valérie, *Pièges et ressources de la mémoire dans les Balkans*, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain / Département des sciences politiques et sociales, IEE Documents, n° 28, 2002, disponible sur www.uclouvain.be/, 22 p.
- ROSOUX Valérie, "Le rôle du temps de la politique étrangère", in ROOSENS Claude, ROSOUX Valérie, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy (dir.), *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles : Peter Lang, 2004, pp. 311-326.

- ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Paris : Le Seuil, 1987, 382 p.
- SAINT-AUGUSTIN, *Les confessions*, Paris : Garnier-Flammarion, 1964, 382 p.
- SANCHEZ-MAZAS Margarita, LICATA Laurent (dir.), *L'Autre : regards psychosociaux*, Saint-Martin d'Hères : Presses universitaires de Grenoble, 2005, 415 p.
- SNOY Thérèse, HELTINGS Benoît, TRACHTE Barbara, "20 ans après le génocide des Tutsis : Le devoir de mémoire, de justice et d'aide aux victimes doit être soutenu et amplifié", 7 avril 2014, disponible sur www.ecolo.be/.
- TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris : La Fabrique, 2005, 136 p.
- VEYRAT-MASSON Isabelle, "Entre histoire et mémoire. La Seconde Guerre mondiale à la télévision", *Hermès*, n° 8-9, pp. 151-169.
- ZELIZER Barbie, "Journalism's Memory Work", in ERLI Astrid, ANSGAR Nünning (dir.), *A companion to cultural memory studies*, Berlin : De Gruyter, 2010, pp. 379-388.
- "About us. CNA-Centre for Nonviolent Action", disponible sur www.nenasilje.org/.
- "Balkans : le temps des excuses", *Le courrier des Balkans*, 20 novembre 2003, disponible sur www.balkans.courriers.info/.
- "Génocide arménien : la Turquie présente ses condoléances aux descendants des victimes", *Le Monde*, 23 avril 2014, disponible sur www.lemonde.fr/.
- "La Chine 25 ans après Tiananmen, amie ou ennemie ?", *Radio Télévision Belge Francophone*, 5 juin 2014, disponible sur www.rtbf.be/.
- "La couleur très politique des commémorations belges", *Le Monde*, 13 mars 2014, disponible sur www.lemonde.fr/.
- "La mémoire multiple du génocide à travers trois témoignages", *Radio Télévision Belge Francophone*, 7 avril 2014, disponible sur www.rtbf.be/.
- "Les atrocités dans l'ex-Yougoslavie. Les Nations unies enquêtent sur le 'charnier de Vukovar'. Le témoignage d'Ivan", *Le Monde*, 29 octobre 1992, disponible sur www.lemonde.fr/.
- "Le devoir de mémoire est en marche sur Srebrenica", *Le Soir*, 9 juillet 1995 disponible sur www.lesoir.be/.

- “Obama, Hollande et Poutine réunis sur les plages du débarquement du 6 juin 1944”, *Le Point*, 6 juin 2014, www.lepoint.fr/.
- “Pardonne, mais n’oublie pas”, *Le Monde*, 7 août 1999, disponible sur www.lemonde.fr/.
- “Un nouveau Ben Laden menace l’Irak et la Syrie”, *La Libre Belgique*, 11 juin 2014, disponible sur www.lalibre.be/.
- “Un travail de mémoire sur le thème de la Grande Guerre”, *La Libre Belgique*, 8 avril 2014 disponible sur www.lalibre.be/.
- “Toute la France célèbre le 10 mai. Toute, sauf une commune”, *La Libre Belgique*, 10 mai 2014 disponible sur www.lalibre.be/.
- “TPIY : un bilan en demi-teinte”, *Le Monde*, 25 mars 2006, disponible sur www.lemonde.fr/.
- “14-18 : les non-dits flamands du Centenaire”, *Le Vif l’Express*, 1^{er} novembre 2013, disponible sur www.levif.be/.
- “1815 : les Anglais seront prêts, eux”, *La Libre Belgique*, 13 mai 2014, disponible sur www.lalibre.be/.

Déjà parus chez le même éditeur

Laure Malchair

Et si l'économie nous parlait du bonheur ?

Des indicateurs de prospérité citoyens

Qu'est ce que le bonheur ? Comment le mesurer et en tenir compte dans les politiques publiques ? Quels en sont les enjeux et les conséquences dans notre vie quotidienne ? Serons-nous acteurs de cette réflexion et de ces choix ?

Au départ et autour de ces questions, le livre analyse et met en perspective le débat sur les indicateurs de bien-être. Il présente six indicateurs complémentaires au PIB (Produit intérieur brut) et réfléchit sur le rôle du citoyen et du politique dans leur construction comme boussoles pour nos sociétés. Il y a, aujourd'hui, une vraie nécessité à clarifier les enjeux aux yeux des citoyens pour se faire une opinion et agir.



“Dans un langage clair et accessible, Laure Malchair conduit le lecteur dans les coulisses de la fabrique du PIB et met en évidence les principaux enjeux entourant la construction et l’élaboration de nouveaux indicateurs de richesse, étape indispensable pour dessiner puis promouvoir un nouveau modèle de développement.” *(Extrait de la préface de Dominique Méda, professeure à l’Université Paris Dauphine).*

Laure Malchair a travaillé dans diverses organisations de la société civile en Italie et en Afrique centrale. Spécialisée en éducation au développement, elle est chargée de projets à la Commission Justice et Paix Belgique francophone à Bruxelles. Son expérience d’enseignement à l’Université de Hanoi (NEU) l’a amenée à s’intéresser aux travaux liés aux indicateurs complémentaires au PIB.

■ 106 p. ■ 13,5*20,5 cm ■ 12 € ■ Coédition justice et Paix Belgique francophone

Questions et débats de société, pédagogie, formation, récits de vie...

www.couleurlivres.be

Table des matières

Remerciements	5
Edito	7
Introduction	9
CHAPITRE 1 :	
Pourquoi le passé est-il un sujet politiquement sensible ?	
Les identités en débat	13
CHAPITRE 2 :	
Du particularisme à l'universalisme, de quelle mémoire parlons- nous ?	19
De la mémoire individuelle à la mémoire collective, et inversement	19
La mémoire officielle, ou la version nationale de l'histoire	20
Les mémoires officieuses, ou la pluralité des histoires	23
CHAPITRE 3 :	
Pourquoi la société est-elle friande de passé ?	
La perte de poids identitaire comblée par une boulimie mémorielle	29
CHAPITRE 4 :	
Consommation de mémoires, quel rôle pour les médias ?	
Entre diffusion et simplification	33
CHAPITRE 5 :	
Pourquoi les politiques ont-ils recours au passé ?	
Ou quand le passé est une ressource	39

CHAPITRE 6 :	
Quelles sont les limites des usages publics de l'histoire ?	
Ou quand le passé est une contrainte	45
CHAPITRE 7 :	
Quelles clés pour comprendre les recours politiques au passé ?	
Survvalorisation, oblitération, travail des mémoires.....	51
La survvalorisation du passé : la mémoire contre l'Autre	53
L'oblitération du passé : la mémoire contre Soi	58
Le travail des mémoires : la mémoire avec l'Autre.....	61
Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?	65
Quelles conséquences en termes de vivre-ensemble ?	69
Conclusion	73
Bibliographie	79

Imprimé en Belgique